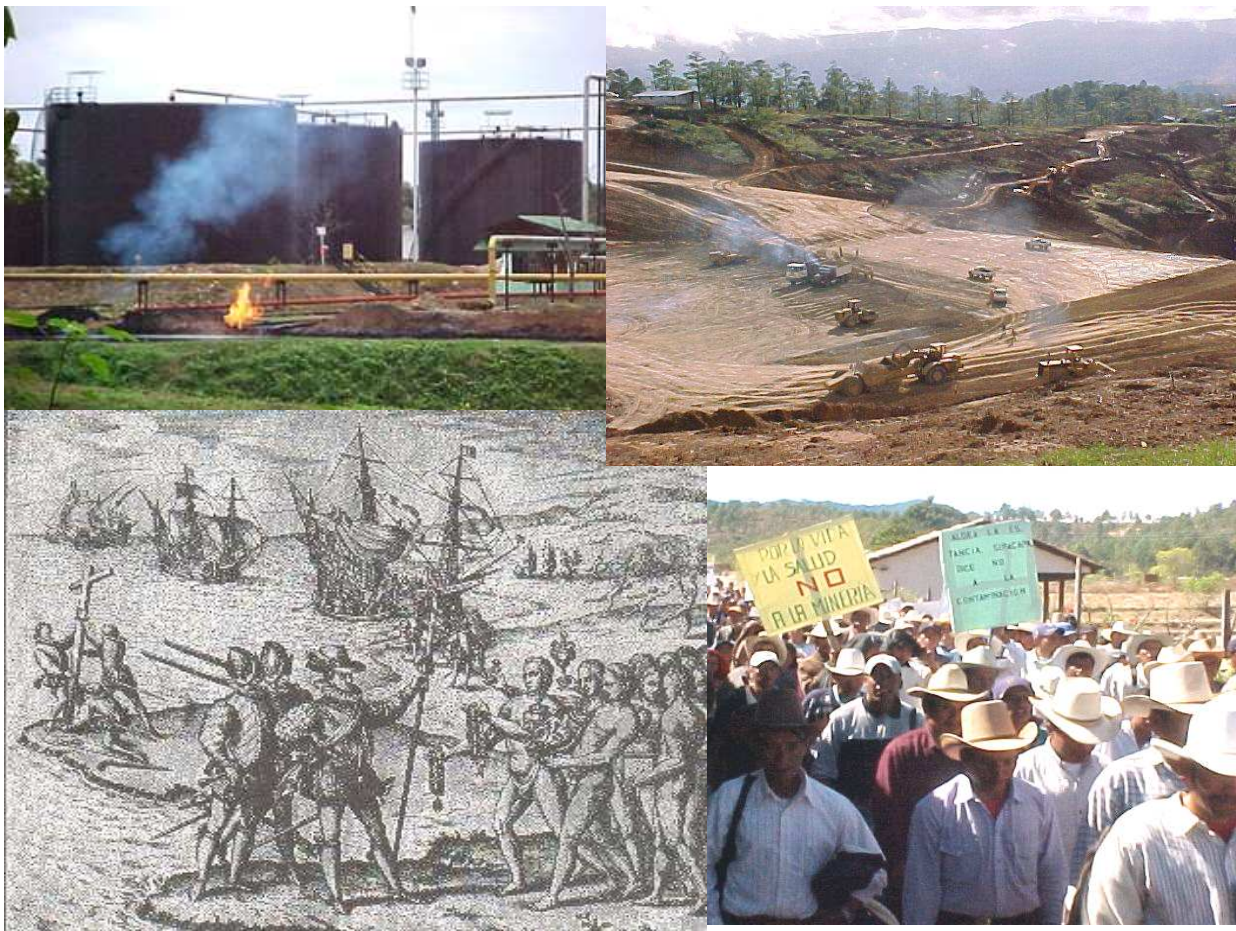


SPOLIATION DES RESSOURCES NATURELLES AU GUATEMALA, DROITS INDIGENES, RESPONSABILITES INTERNATIONALES



MARS 2006

COLLECTIF
GUATEMALA



Solidarite
Guatemala



Caractéristiques socio-économiques

- 11,5 millions d'habitants
- Une population indigène représentant la moitié de la population totale, répartie en 21 groupes ethniques de descendance maya
- Une économie basée sur l'agriculture vivrière (en minifundios) qui fait vivre une grande partie de la population ; l'agriculture d'exportation en latifundios (café, banane, canne à sucre, cardamome) ; les subsides envoyés par les émigrants
- 117 pays au rang de l'Indice de développement humain IDH en 2003
- PIB : 24,7 milliards de dollars US en 2003 (ressources : tourisme, agro-exportation, industrie manufacturière)
- 75% de la population travaille dans le secteur informel
- 4^{ème} rang mondial pour l'inégale répartition des richesses (Rapport PNUD 2005 – IDH)
- 57% de la population vit sous le seuil de pauvreté dont 21% dans l'extrême pauvreté (PNUD 2002)
- Taux de dénutrition en 2001 : 25% (16% en 1992) (source : FAO)
- 69% des enfants indigènes souffrent de malnutrition chronique
- 57% des terres productives sont entre les mains de moins de 2% de la population propriétaire de terre, 43% entre les mains des 98% restants
- 51% des revenus du pays sont concentrés dans 4,4% des foyers
- 300000 familles paysannes sans terre ou avec des terres insuffisantes et improductives

⇒ **Des inégalités socio-économiques parmi les plus fortes du monde**

⇒ **Une discrimination institutionnelle séculaire contre la population indigène**

Quelques dates clés

- 1821 : indépendance du pays
- 1871 : réforme libérale instituant la privatisation des terres au détriment des populations indigènes et de l'Eglise
- 1944 – 1953 : après des décennies de dictature, coup d'Etat démocratique : nationalisation des entreprises, début de réforme agraire, élections libres
- 1954 : coup d'Etat orchestré par la CIA portant au pouvoir un régime militaire, qui durera jusqu'en 1986
- 1960 – 1996 : conflit interne entre le pouvoir guatémaltèque (juntas militaires jusqu'en 1986) et les mouvements de guérilla, d'obédience marxiste, réunies à partir de 1982, sous le nom d'URNG
- 1980-1984 : mise en place de la politique de terre brûlée
- 31 décembre 1996 : signature des accords de paix, sous l'égide de l'ONU, visant à mettre un terme au conflit armé, mais aussi à résorber les causes structurelles de ce conflit
- 31 décembre 2004 : la MINUGUA se retire du pays
- Mars 2005 : ratification du Traité de libre échange CAFTA avec les Etats-Unis

Bilan du conflit (le pays comptait alors 7 millions d'habitants):

- **200 000 morts, dont 50 000 disparus**
- **1 million de réfugiés et déplacés**
- **Plus de 600 massacres répertoriés, 440 villages rasés**
- **1 million de Guatémaltèques enrôlés dans les Patrouilles d'Autodéfense Civile, milices paramilitaires instituées de force dans les campagnes guatémaltèques entre 1981 et 1995.**

SOMMAIRE

Introduction	p.4
I Vers un nouveau paradigme de développement ? Acteurs et outils de la « fièvre du sous-sol »	
1. Un contexte national et international favorable depuis 1997	p.10
2. La légitimation d'un modèle de développement par les Institutions financières Internationales	p.12
3. Responsabilités nationales	p.15
4. Le soutien agressif des gouvernements européens et nord-américains	p.19
5. Les entreprises multinationales au Guatemala : répression, irresponsabilité et droit commercial contre droits indigènes	p.21
II Quelles conséquences ?	
1. Les retombées économiques : enfin le développement ou maintien dans une économie de sous-développement ?	p.25
2. Les conséquences sociales et culturelles	p.27
3. Un coût environnemental et sanitaire très important	p.30
4. Les conséquences politiques : criminalisation des opposants	p.33
III Le droit international et national mis à l'épreuve	
1. Le droit international bafoué (convention 169)	p.38
2. Des lois nationales peu contraignantes et peu appliquées	p.40
3. Le droit coutumier pas respecté	p.40
IV La constitution d'un mouvement social renoué	
1. Multiplication des conflits sociaux liés à l'usage des ressources naturelles	p.43
2. Le phénomène des « Consultas » en Amérique latine et au Guatemala	p.45
3. Les principales demandes des organisations sociales et indigènes	p.47
V Monographie de quelques projets au Guatemala	
1. Le barrage hydroélectrique du Chixoy	p.49
2. L'exploitation pétrolière dans la zone protégée de la Laguna del Tigre	p.57
3. L'exploitation de nickel autour du lac Izabal	p.61
4. La mine d'or et d'argent : le cas de Marlin (San Marcos)	p.64
Conclusion : demandes formulées par le Collectif Guatemala	p.71
Bibliographie (principaux ouvrages)	p.74

Comité de rédaction: Marie Bard, Nicolas Krameyer, Grégory Lassalle, Aline Leclerc, Florence Lobgeois, Stefania Molinari, Rocio Roussel, Isabelle Tauty
Illustrations originales : Aymeric Chastenet

INTRODUCTION

Le Collectif Guatemala axe sa campagne de sensibilisation, entre 2005 et 2007, sur l'actuelle spoliation des ressources naturelles au Guatemala, et son impact multidimensionnel sur les populations les plus fragiles et historiquement exclues, les populations indigènes.

Comme nous le verrons, si l'Etat et les élites guatémaltèques offrent un cadre particulièrement bienveillant à l'investissement dans ce secteur économique, la part des responsabilités internationales, de l'entreprise exploitante aux Etats occidentaux en passant par les institutions financières internationales, est déterminante pour comprendre une problématique qui fait irruption de manière brutale dans l'actualité socio-économique guatémaltèque.

Pourtant, le pillage des ressources naturelles par des puissances étrangères n'est pas un phénomène récent au Guatemala, ni même en Amérique latine. Au contraire, la recherche de minerais, objectif premier de la conquista, est même constitutive de l'histoire ibéro-américaine moderne, et de la découverte du sous-continent par l'Europe des royaumes – empires. On peut même avancer que c'est l'histoire de cette quête et ses avatars qui a façonné de manière déterminante la structure économique, sociale, et politique de l'Amérique latine et de ses futurs Etats nations. Dès l'époque coloniale au Guatemala, les Espagnols asservissent la population indigène pour exploiter essentiellement de l'or, de l'argent, et du plomb.

Ce n'est qu'après l'indépendance que l'activité minière sera délaissée, au profit du développement d'une agriculture d'exportation (banane, café, cardamome, sucre...), qui constitue aujourd'hui encore le pilier de son économie. D'une manière générale, le pays est peu confronté au vingtième siècle, au contraire du Pérou ou du Chili à la même époque, à l'exploitation de son sous-sol au profit de puissances étrangères.

Aujourd'hui cependant, l'actualité guatémaltèque est marquée par de nombreux conflits et luttes qui ont pour figure centrale le mode d'exploitation des ressources naturelles du pays en général, et l'exploitation minière en particulier¹. Le concept de « ressources naturelles » est cependant bien plus large, puisqu'il concerne l'ensemble des composantes présentes naturellement dans la biosphère : minerais, pétrole, gaz, eau, plantes etc. Ces conflits sont le résultat d'une offensive récente et globale à l'échelle du continent. Celle-ci implique des acteurs très divers, nationaux et internationaux, publics et privés, de manière coordonnée et fortement imbriquée.

Pourtant, hormis le projet minier Marlin² (or, argent), l'exploitation d'une concession de nickel à proximité du lac Izabal et quelques autres cas isolés, l'exploitation minière est particulièrement marginale au Guatemala : elle ne représente que 1% du PIB. C'est cependant le secteur qui connaît la plus forte croissance relative (8,6% de croissance annuelle contre 3,4% de croissance générale ces quinze dernières années)³.

Si on replace ces chiffres à l'échelle de l'Amérique latine, celle-ci concentre à ce jour 29% des investissements mondiaux en matière d'exploration du sous-sol⁴, ce qui en fait de loin le continent le plus attractif depuis une dizaine d'années. Depuis l'indépendance et jusqu'en 1996, le Guatemala avait autorisé seulement 26 licences d'exploitation de minerais métalliques, et déjà 7 depuis. Mais, depuis 1996, 85 licences d'exploration ont été délivrées, et 78 autres sollicitées par des compagnies minières, provenant essentiellement d'Amérique du Nord. Loin d'être à son paroxysme, le défi n'en est donc qu'à ses prémices. Ces chiffres, qui ne concernent que l'activité minière, illustrent à eux seuls l'explosion du phénomène, et le défi posé dans un avenir proche aux populations qui y sont ou seront directement confrontées.

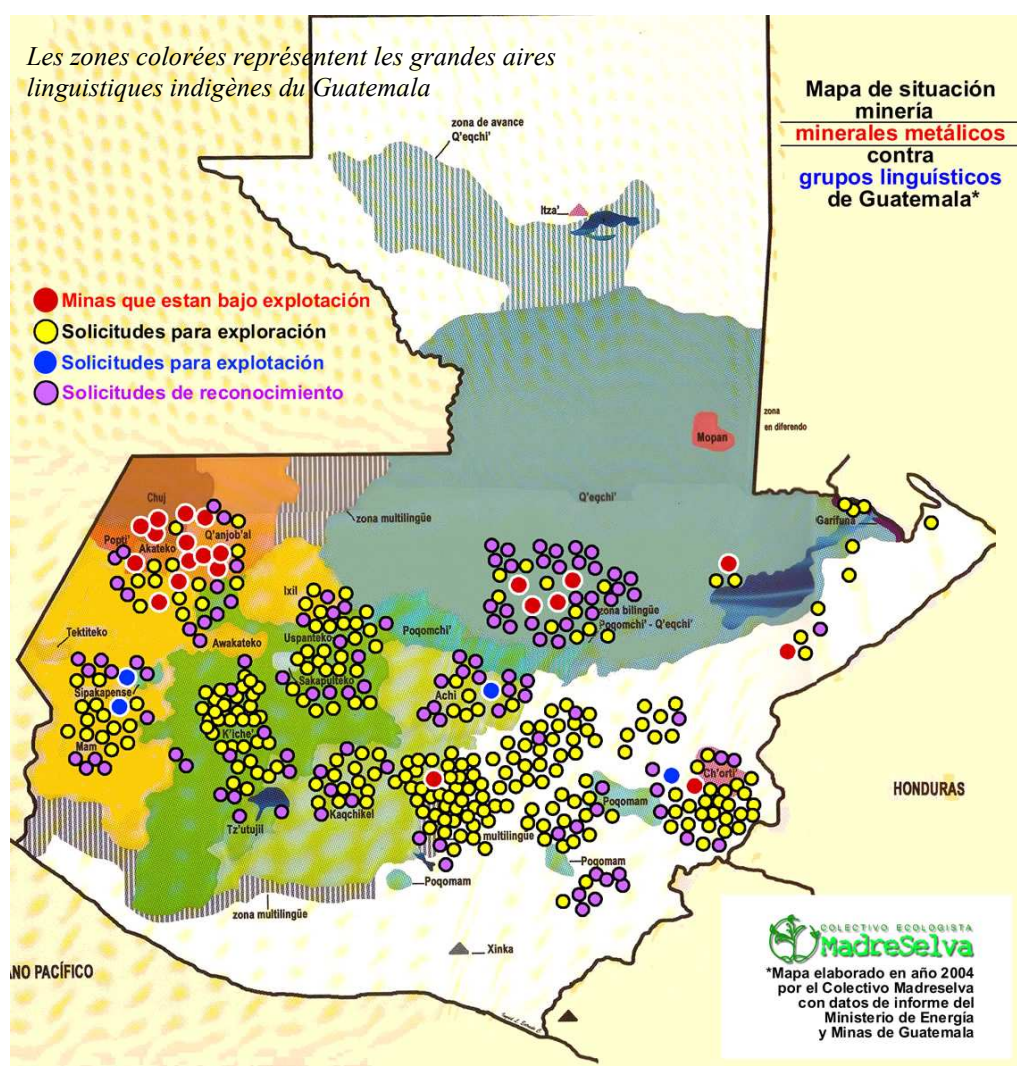
La fin du conflit armé devait permettre de restaurer un climat de stabilité favorable à l'investissement étranger, ce qui ne s'est que très peu vérifié : en effet, le climat de violence sociale, la faiblesse des structures étatiques, l'impunité régnante et la corruption

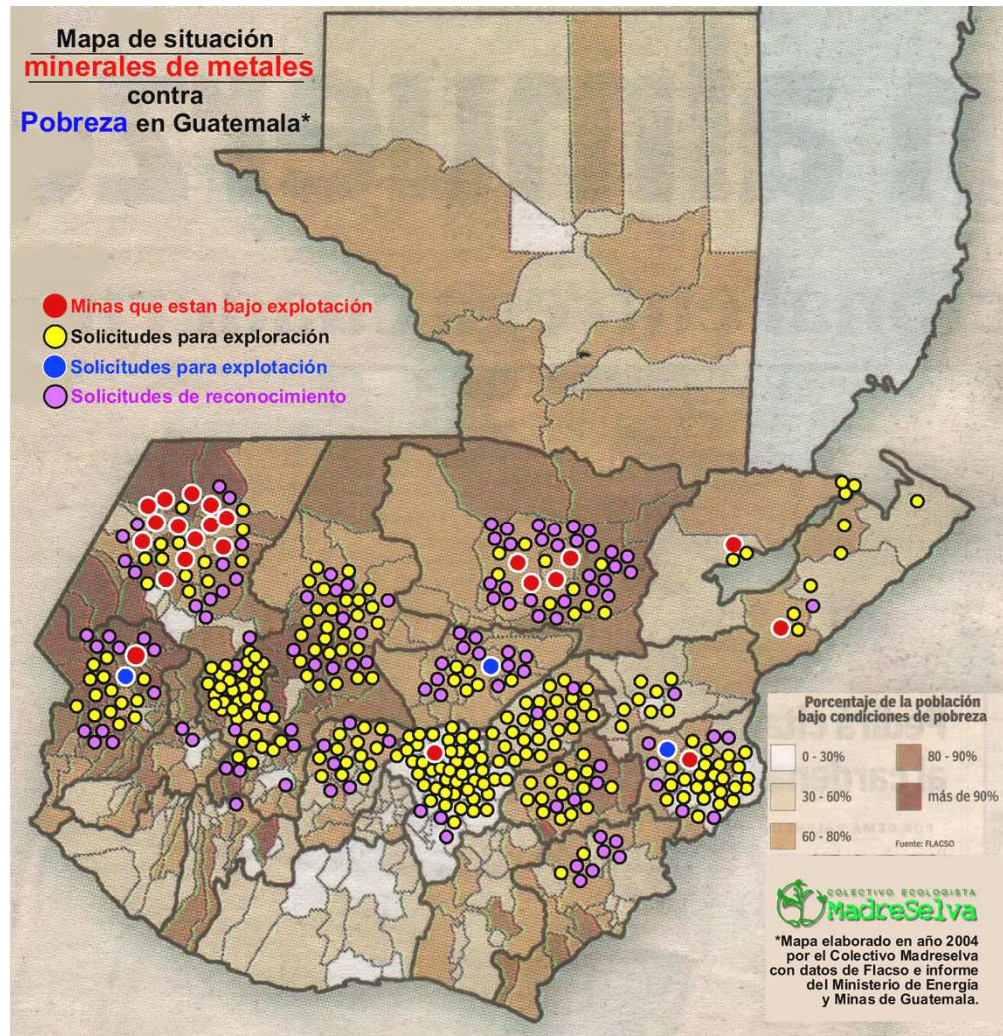
galopante, héritées du conflit, ont semble-t-il empêché d'offrir les garanties nécessaires aux investisseurs étrangers.

Mais les multinationales minières et pétrolières semblent, elles, avoir moins de scrupules à investir. Ces compagnies préféreraient-elles s'implanter dans des pays aux structures étatiques faibles, facilement corrompibles, à la législation peu contraignante et aisément contournable ? Il semble en tous cas, au vu des tribulations d'Elf Aquitaine dans le pré carré africain de la France, de Total en Birmanie, des agissements des compagnies minières en Afrique, en Colombie ou ailleurs, que ces secteurs économiques s'accommodent fort bien de contextes dans lesquels l'Etat de droit est une chimère.

Cette actualité ne doit rien au hasard. Elle est le fruit d'une entreprise concertée, d'une stratégie de « développement » que nous appelons « prédation », impulsée depuis la signature des accords de paix, synonyme pour le Guatemala d'intégration dans la mondialisation néolibérale, à la fois par les gouvernements guatémaltèques, les institutions financières internationales, les gouvernements occidentaux, et relayée par un nombre restreint de compagnies transnationales.

Cette frénésie minière touche aujourd'hui majoritairement la frange montagneuse du Guatemala, l'Altiplano, où se concentre à la fois l'extrême pauvreté et la majeure partie de la population indigène (voir cartes suivantes, réalisées par le Collectif Madre Selva – diaporama disponible sur le site www.collectif-guatemala.org).





Cette carte superpose le taux de population vivant sous le seuil de pauvreté (zone marron la plus foncée : plus de 90% de la population est pauvre) à l'implantation minière métallurgique

En rouge : mines en phase d'exploitation

En bleu : demande d'exploitation

En jaune : demande de permis d'exploration

La population indigène, majoritaire dans la population guatémaltèque, historiquement opprimée et discriminée, maintenue de force dans la pauvreté et le sous-développement, se voit contrainte d'accepter un nouveau modèle de développement, seul capable aux yeux de ses promoteurs, de les amener dans le chemin du bien-être, et du développement économique et social.

Pourtant, les soi-disant bénéficiaires de ce développement, et avec eux l'ensemble des organisations sociales du pays, se révoltent et récusent de manière pacifique, démocratique, et constructive, le paradigme de la mondialisation néolibérale.

Dans la grande majorité des cas, le rejet est massif, dès lors que les populations locales sont consultées, au Guatemala, comme dans le reste de l'Amérique latine, comme le montrent les exemples ci-dessous:

En Mars 2003 en Argentine, la population indigène Mapuche se prononce à 80% contre le projet de Chubut, Esquel.

La même année, la population indigène proche de la mine de Tambogrande au Pérou, se prononce à 98% contre la mine.

Au Guatemala enfin, en juin 2005, les communautés de la municipalité de Sipacapa se prononcent à 92% contre l'implantation de la mine d'or et d'argent de Marlin. Dans les deux derniers cas, des dirigeants indigènes ont été assassinés et/ou subi de fortes menaces avant et pendant le processus de consultation. Dans les trois cas, les consultations ont été réalisées sous observation nationale et internationale.

En réalité dans la majorité des cas répertoriés, le même schéma se reproduit :

D'abord, l'Etat local autorise et encourage l'implantation de sociétés transnationales. La population locale demande ensuite à être informée et consultée sur une exploitation, qui aura des conséquences directes à la fois sociales, économiques, environnementales, sanitaires, et culturelles sur son existence même.

Cette demande, au Guatemala, est fondée par la législation interne (ley de autonomia municipal, constitution du pays), et, plus importantes juridiquement, par les conventions internationales ratifiées par le pays (convention de Ramsar, convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail - OIT).

Devant l'absence de réaction des investisseurs privés et des pouvoirs publics autre que la criminalisation du mouvement, les intimidations, et dans certains cas les assassinats de leaders communautaires, s'organisent les résistances : manifestations, blocages de routes ou de convois, référendums locaux sous observation internationale.

Ce que ces populations dénoncent et questionnent est multiple :

⇒ l'absence de consultation

⇒ les conséquences environnementales et sanitaires

⇒ les conséquences socioculturelles

⇒ les bienfaits économiques

⇒ la légalité et la légitimité d'un modèle de développement imposé

Pourtant, l'Etat, les institutions financières internationales, et les entreprises concernées, s'obstinent à décrédibiliser cette contestation massive, légitime, et, de plus en plus souvent, éclairée par une bonne connaissance des risques encourus.

Pour cette Troïka, cette agitation est le fait de la profonde ignorance et crédulité des populations, manipulées par des éléments extérieurs subversifs, ONG locales ou agitateurs professionnels occidentaux. Cet argument a fait long feu pendant le conflit interne⁵. Mais en effet, comment une population indigène arriérée pourrait-elle s'opposer à des investissements qui amèneront emploi, développement, et prospérité locale et nationale, selon les dires de ces promoteurs ?

Or, ce que remet en question la population est justement l'imposition d'un choix de développement ; ce qui est récusé par elle : la pertinence et la réalité de ce modèle de développement.

Ce document se veut une présentation concise, à destination du public français, des médias, et des autorités publiques de notre pays, des enjeux posés par ce conflit, ancestral et pourtant totalement nouveau, qui concerne autant des communautés indigènes de quelques centaines de familles guatémaltèques, qu'elle nous interroge, ici, en Occident, sur nos responsabilités, et nos choix de développement, par le biais de nos entreprises, et des institutions financières internationales, derrière lesquelles s'abritent nos gouvernements.

Partiel et partial, mais souhaitant garder une certaine objectivité factuelle, il propose un panorama forcément imparfait des attentes, des façons de penser, et de l'expertise que nous propose la société guatémaltèque sur un modèle de développement qui, dans la dynamique de mondialisation actuelle, est désormais notre patrimoine commun.

1 Dans le cadre de ce document, le problème de la mine sera d'avantage mis en avant que d'autres problématiques : l'exploitation minière est en effet la partie la plus visible, la mieux documentée, et la plus conflictuelle à l'heure actuelle. Cependant, elle reste assez emblématique de la situation d'ensemble.

2 Voir par ailleurs, p.56

3 Voir Rossana Gomez, Universidad de San Carlos de Guatemala, article datant du 27 avril 2005, consultable en espagnol sur le site du Collectif Guatemala <http://www.collectif-guatemala.org>

4 <http://www.alianzamontanas.org/themes/i-mining.html>

5 L'Etat guatémaltèque, sous prétexte de répression de la subversion communiste, a été reconnu par l'ONU comme le principal responsable des 200 000 morts et du million de personnes déplacées provoqués par le conflit.

I Vers un nouveau paradigme de développement ?

Acteurs et outils de la « fièvre du sous-sol »

1. Un contexte national et international favorable depuis 1997

2. La légitimation d'un modèle de développement par les Institutions Financières Internationales

3. Responsabilités nationales

4. Le soutien des gouvernements d'Amérique du Nord et de l'Union européenne

5. Les entreprises multinationales : répression, irresponsabilité et droit commercial contre droits indigènes

L'exploitation des ressources naturelles par des intérêts privés au détriment des populations indigènes est un phénomène ancien au Guatemala ; la conjonction d'intérêts dans ces projets entre la triade « Institutions financières Internationales – Etat – entreprises privées » l'est aussi : la construction du barrage hydroélectrique du Chixoy, qui aboutit à l'expulsion forcée de plusieurs milliers de paysans et à de nombreux massacres au début des années 1980 en est un exemple aujourd'hui encore vivant (voir le cas du Chixoy, partie V).

Cependant, cette confluence d'intérêts, et les projets qui s'ensuivent, s'accroissent brutalement depuis 10 ans, sous l'effet de plusieurs effets conjugués.

1. Un contexte national et international favorable depuis 1997

La restauration d'un climat de stabilité et de confiance pour l'investissement étranger

Les accords de paix signés le 31 décembre 1996 ont mis fin à un conflit de 36 ans, ressuscitant un climat favorable à l'investissement étranger, jusqu'ici moribond et confiné à ses activités traditionnelles : la culture de produits d'agro exportation. Le gouvernement libéral du président Alvaro Arzu s'attache dès lors à rendre le cadre juridique plus favorable aux investisseurs. A cette époque se développent les zones franches, susceptibles d'attirer les industries maquiladoras.

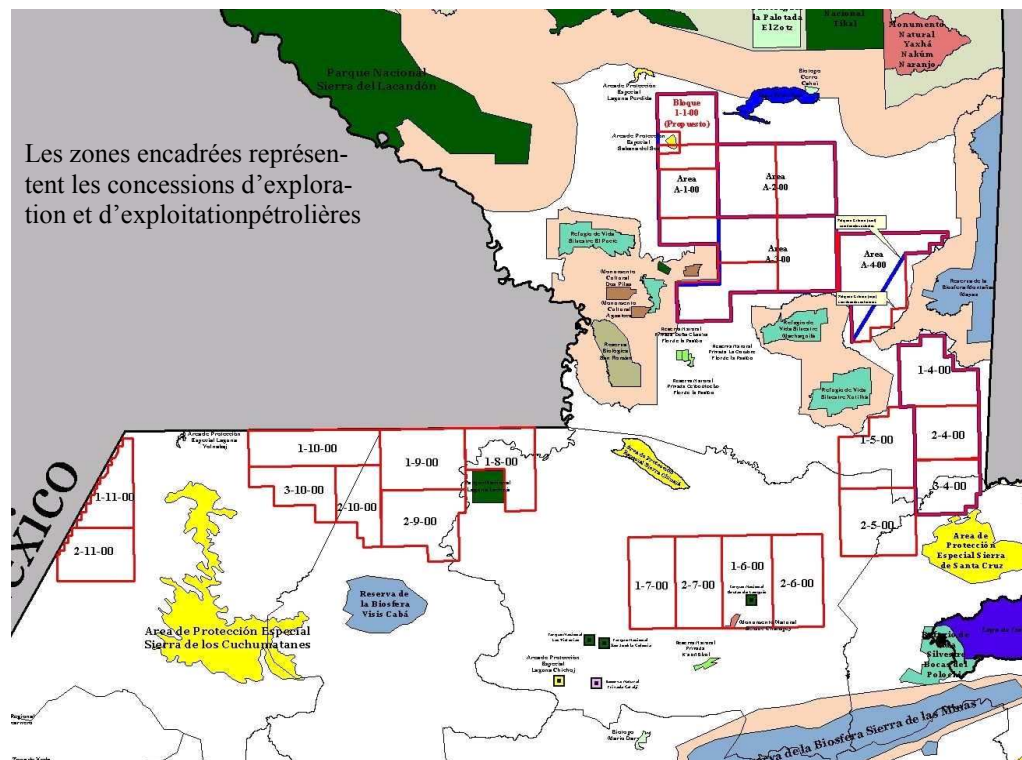
C'est aussi en 1997 que le gouvernement assouplit la législation minière pourtant déjà très favorable aux compagnies exploitantes, avec la publication du décret 48-97, qui stipule que seul 1% des bénéfices doit être reversé à part égale entre l'Etat et la localité dont dépend le projet minier. Entre autres avantages, l'entreprise pourra importer le matériel dont elle a besoin sans aucune taxe douanière. Parallèlement, une clause stipule dans les contrats que les investissements de l'entreprise seront garantis par l'Etat.

Loin d'être isolé, le Guatemala suit les mêmes injonctions que ses voisins centra-méricains, au Honduras et au Nicaragua en particulier, qui émanent des conseils bienveillants et expertises avisées de la Banque Mondiale.

Cette nouvelle stratégie de développement, basée sur la mise à disposition des ressources minières, est censée compenser la faillite du modèle économique traditionnel basé sur les produits d'agro-exportation, dont les cours s'effondrent conjoncturellement, mais sont en baisse structurelle à cause de la concurrence de nouveaux pays du Sud, en particulier sur le marché du café¹.

Une attirance accrue du Nord pour les ressources naturelles guatémaltèques

Pour les pays occidentaux (aux premiers rangs desquels le Canada et les États-unis²) à la même époque, la raréfaction des ressources énergétiques – en premier lieu le pétrole –, mais surtout la peur de trop dépendre des pays du Golfe, imposent de trouver de nouveaux débouchés et de diversifier les lieux de production. Ainsi, bien que le pétrole guatémaltèque soit de mauvaise qualité³, cela n'empêche pas la prospection étrangère de prospérer ces dernières années, en particulier dans le Petén et la frange nord du Guatemala (de l'Ixcan au lac Izabal). La carte suivante montre les domaines de prospection et d'extraction de pétrole au Guatemala (source : Madre Selva)



Parallèlement, les cours de l'or et de l'argent s'envolant, les compagnies minières cherchent de nouvelles implantations : l'Amérique centrale, et le Guatemala en particulier, grâce à sa nouvelle législation, deviennent ainsi une nouvelle terre promise.

Alors que l'échec du développement par l'agro exportation est aujourd'hui patent, le Guatemala offre, après les richesses issues de son sol et du travail de celui-ci, celles de son sous-sol et de ses ressources naturelles en général, aux puissances occidentales.

Comme l'affirme Osvaldo Duran, président de PROAL⁴ : « Pour les grands blocs commerciaux (US, UE, Asie), nous sommes des marchés petits, mais avec une grande quantité et variété de ressources. Leur intérêt n'est pas basé sur ce qu'ils veulent nous vendre, encore moins sur ce que nous pouvons leur vendre, mais sur l'existence de ces ressources, que sont le pétrole, le gaz, les forêts, l'eau et la production d'oxygène »

Ce qui frappe ici, comme une énième répétition de l'Histoire, réside dans la conjonction de trois phénomènes :

- ⇒ une stratégie de développement pensée au Nord pour le Sud
- ⇒ la caution et l'intérêt des gouvernements locaux, constituée des élites économiques guatémaltèques
- ⇒ in fine, l'absence de choix de développement consenti et réfléchi

Il est ici nécessaire d'analyser le rôle des différents acteurs, nationaux et internationaux, poussant à ce « modèle de développement ». Séparer ces différents acteurs est nécessairement artificiel, tant les intérêts, les convergences, et les responsabilités sont partagées.

2. La légitimation d'un modèle de développement par les Institutions Financières Internationales (IFIS)

Le Groupe Consultatif, institué en tant qu'instance d'évaluation des fonds accordés au Guatemala dans le cadre du financement des Accords de Paix, rassemble l'ensemble des organisations nationales, internationales, et multinationales intervenant dans le financement du processus de Paix, et partant, du développement au Guatemala.

Deux tiers des fonds investis sont des prêts, un tiers des donations. 60% des fonds proviennent de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement et de la Banque Centrale des Investissements Européens. 96% de ces prestations sont des prêts⁵.

C'est dire le rôle prépondérant des Institutions Financières internationales dans le financement du processus de paix et du développement au Guatemala. Il semble en effet que les puissances occidentales, principales pourvoyeuses du budget des IFIS, préfèrent financer le Guatemala par le biais de ces institutions, moins suspects de défendre les intérêts des pays bailleurs, plus neutres que les financements bilatéraux.

Le rôle des IFIs dans la privatisation des ressources naturelles

Les IFIs les plus importantes (FMI, BM) ont été créées en 1944 lors de la Conférence de Bretton Woods. Leur mandat consistait, pour le FMI, à pallier les dérèglements conjoncturels entre les grands blocs économiques occidentaux, dans le but d'éviter de nouvelles crises économiques comme celle des années 30 en Europe et aux Etats-Unis ; pour la Banque Mondiale, à accélérer la reconstruction de ces mêmes pays détruits pendant la deuxième Guerre Mondiale, par le biais de financements d'infrastructures.

Après le premier choc pétrolier (1973), ces institutions ont élargi leur champ d'action et accordé des prêts à de très nombreux pays, en particulier aux pays du Sud, dans un contexte d'explosion de la dette des pays les plus pauvres, producteurs de matières premières, dont les cours s'étaient effondrés, et alors que les taux d'intérêt liés à la dette s'envolaient. Les emprunts au FMI, visant à réduire la dette, par le biais de la baisse des dépenses publiques (coupes budgétaires) et de l'augmentation des recettes (privatisation d'entreprises publiques ; hausse des impôts directs), sont censés donner des garanties aux investisseurs privés (banques et entreprises). Ces recettes néolibérales sont la base de ce qui a été appelé le « consensus de Washington ».

Le processus est généralement le suivant :

1. Prêt de la part des IFIs aux pays afin de rembourser leur dette, de produire du développement et de réduire la pauvreté.
2. Les pays pauvres ne pouvant rembourser ces prêts, les suivants seront conditionnés par la mise en place de politiques d'ajustements structurels censées réduire la dette de ces pays.

Le FMI au Guatemala : la dépossession de l'Etat au profit du secteur privé

Aujourd'hui, l'objectif majeur du FMI est de proposer des prêts pour les pays ayant des difficultés dans la balance des paiements. L'intervention du FMI doit théoriquement permettre aux pays de reconstruire leurs réserves financières, stabiliser la monnaie, et éviter la fuite de capitaux. Le prêt est supervisé par des experts pour la mise en place de mesures adoptées au Consensus de Washington. Le FMI et le pays demandeur signent un accord « Stand by ». Le premier accord « Stand by » signé par le Guatemala avec le FMI est relativement tardif puisqu'il intervient en 2002 pour la période avril 2002/mars 2003. Le prêt est de 120 millions de dollars, ce qui n'est en soi pas grand-chose, mais il est assorti d'une série de mesures d'ajustement structurel, mettant en avant la discipline fiscale et la réduction du déficit public. Les objectifs annoncés sont :

la réduction du déficit du secteur public de 3 à 1,5% du PIB, du déficit fiscal de 1,9 à 1,3% par la privatisation d'entreprises nationales (électricité, sécurité sociale, lignes aériennes) et l'émission de bons du Trésor

l'augmentation des recettes fiscales à 10,7% du PIB, avec l'augmentation des taxes sur l'essence et les boissons, de la TVA

la diminution des dépenses publiques de 13,8 à 12,8% (2002) puis 13,1 en 2003

la diminution des dépenses sociales de 5,5 à 5,2% (2002) puis 5,3% en 2003

l'augmentation des dépenses de santé (15%) et d'éducation (10%)

Ces dépenses de santé et d'éducation, financées par d'autres IFIS (BM et BID en particulier), encouragent elles aussi l'initiative privée et/ou communautaire au détriment de l'État⁶.

L'évaluation du FMI s'est révélée positive si bien qu'un nouvel accord « Stand by » a été signé en 2003 pour la période 2003/2004. L'échec de ses mesures, conduites indifféremment et de manière monolithique dans l'ensemble des pays sous-développés au nom du sacro-saint équilibre macro économique, est patent dans de nombreux cas : la banqueroute de l'Argentine en est le dernier exemple en date.

Pourtant, en réduisant les dépenses publiques, le FMI poursuit son entreprise de démantèlement de la puissance publique au profit des forces du marché, marché qui devient l'unique instrument de régulation sociale, l'alpha et l'oméga de toute politique de développement. En effet, en empêchant la puissance publique d'investir dans des domaines stratégiques et bénéfiques à moyen terme, il prépare la venue des entreprises étrangères et dépossède l'Etat de ses leviers d'action.

Le rôle de la Banque Mondiale (BM) dans la privatisation des ressources naturelles

Si le FMI est intervenu assez récemment dans l'histoire guatémaltèque, le rôle de la Banque Mondiale (BM) est beaucoup plus ancien, et a un impact beaucoup plus significatif dans la privatisation des ressources naturelles au Guatemala. La BM a investi 1,4 milliard de dollars US (670 millions après 1997).

Investissement Banque Mondiale au Guatemala (prêts 1955-2003) – Source : CONGCOOP	
Energie électrique	19%
Transport	12,5%
Finances	12%
Education	11,5%
Loi et justice, administration publique	9%
Politique économique	8,36%
Protection sociale	7%
Agriculture, reforestation, environnement	6,5%
Développement urbain	5%
Information et communication	5%
Secteur privé	2,3%
Eau	1,6%

La BM est intervenue au Guatemala à travers trois de ses branches : l'AID (Aide au Développement) qui correspond à une aide directe ; la BIRD (Banque Internationale de Reconstruction et de Développement) qui prête des fonds publics aux gouvernements qui feront sous traiter la réalisation du projet par une compagnie nationale ou internationale ; et la CFI (Corporation Financière Internationale) qui prête des fonds privés en général aux porteurs de projets comme les multinationales étrangères. L'OMGI (Organisme Multilatéral de Garantie des Investissements) garantit quant à lui le retour sur investissement des capitaux privés passant par la CFI. D'une manière globale, on peut dire que même si la plupart de l'aide vient de la BIRD, on observe une croissance très importante des prêts issus de la CFI.

L'exploitation minière est l'un des credo développementalistes majeurs de la politique de la BM dans le monde depuis une vingtaine d'années. Le développement minier est en effet source d'emploi local et de dividendes pour l'Etat. Il a de plus le mérite d'attirer les investisseurs privés étrangers, si les conditions mises en place sont favorables. Nous reviendrons sur le développement économique prêté à l'exploitation minière au Guatemala.

Récemment une évaluation interne de la BM sur les 96 financements qu'elle a accordé aux compagnies extractrices (EIA) a mis en avant les lacunes des opérations menées sur le terrain en terme de respect de l'environnement, mais aussi et surtout de respect des droits des populations locales vivant dans les régions où a lieu l'extraction. L'idée même que les populations, qu'elles soient locales ou nationales, profitent de ces projets, est fortement remise en cause.

Au niveau mondial, les prêts accordés par la CFI visent à donner une garantie aux entreprises multinationales sur le suivi du projet par la communauté internationale, autant qu'elles apportent une caution morale et développementaliste à ces dernières auprès des populations locales. Ainsi, pour la seule année 1996, les prêts de la CFI pour le secteur minier ont atteint 643 millions de dollars, tandis que 22% des fonds de garantie octroyés par l'OMGI concernaient des projets miniers.

Comme on le voit dans le tableau précédent, la Banque Mondiale n'avait jamais investi, jusqu'au projet Marlin aujourd'hui, dans le secteur minier au Guatemala. La production d'énergie électrique (voir le barrage du Chixoy), les transports, l'éducation furent ses priorités dans le pays. Alors que l'évaluation interne de la BM sur les projets miniers a été négative, la BM, par le biais de la CFI, s'engage aujourd'hui dans le financement du développement minier au Guatemala.

L'exploitation d'or Marlin est en effet doublement financée par la Banque Mondiale. D'une part, il y a les 45 millions dollars octroyés par la CFI à la multinationale exécutrice du projet (la Glamys Gold). D'autre part, la BIRD a validé en 1997 deux projets d'un montant total de 66 millions de dollars pour la création d'infrastructures routières et sanitaires dans la région même de la mine. Ces deux projets sont menés par des entreprises guatémaltèques mais la mine va également grandement profiter des infrastructures ainsi créées : acheminement de matériel vers et depuis la mine. Aussi, vient le danger que soit fait un amalgame entre le projet minier et les projets collatéraux, comme si c'était la compagnie minière qui en plus avait avec son argent construit des routes et des centres de santé.

L'exploitation de Marlin, qui a débuté en novembre 2005, est mise en exergue par la compagnie comme par la BM, comme le prototype devant démontrer au Guatemala les bienfaits économiques du développement par la mine. Marlin est en effet le premier projet minier d'importance au Guatemala depuis plus de 20 ans.

« Glamys tient à la présence de la CFI pour diminuer le risque politique de travailler au Guatemala... De plus, le pays n'a que peu d'expérience minière à faire valoir⁷ ».

Selon l'évaluation du Comité de direction de la CFI, *« la CFI considère que le projet Marlin est un excellent projet avec un promoteur engagé et un impact de développement clair et positif. Le succès du projet Marlin rendrait le Guatemala de nouveau attractif à l'investissement étranger et son engagement en faveur d'une exploitation minière socialement responsable a donné l'opportunité à la CFI d'assister et de mettre en valeur le développement communautaire et un management environnementaliste. C'était l'espoir de la CFI que Marlin représente le standard des futurs projets miniers au Guatemala.⁸ »*

Non seulement le projet Marlin est un modèle de projet minier, mais il représente les prémisses d'un modèle de développement futur pour le pays. Il doit non seulement permettre de redonner confiance aux investisseurs étrangers, mais il est donc bien un modèle de développement en soi, qui doit servir de point de départ à l'exploitation généralisée des ressources au Guatemala.

3. Responsabilités nationales

Tout au long du 20^{ème} siècle, les autorités guatémaltèques ont par période repris ce discours : créer les conditions nécessaires pour attirer les capitaux et investisseurs étrangers, comme la seule manière de sortir le pays du sous-développement.

Depuis les accords de paix de 1996, les trois gouvernements guatémaltèques successifs, bien que représentant des intérêts et une idéologie différente, se sont évertués à en faire leur cheval de bataille et à le mettre en pratique.

L'histoire des cinquante dernières années est celle d'une réécriture des lois à deux mains, celle du gouvernement, celle des gouvernements étrangers, voire, dans certains cas, d'une troisième main, celle de la compagnie multinationale impliquée dans la signature d'un contrat. Juste après le coup d'Etat de 1954⁹, se mettent en place les premières législations visant les ressources naturelles du pays, en particulier à cette époque, sur les gisements de pétrole :



En 1955 est signée une convention entre les Etats-Unis et le Guatemala. Son objectif est clair : en cas d'expropriation d'une entreprise américaine, les biens deviennent automatiquement propriété de l'Etat fédéral américain.

Le 7 juillet 1955 est voté le code du pétrole, rédigé par les avocats des compagnies pétrolières présentes au Guatemala.

En 1983 : une loi sur les hydrocarbures permet à l'Etat guatémaltèque de garder confidentielles les informations sur ces activités.

Après la signature des accords de paix qui mettent en avant, notamment : le développement rural ; une meilleure répartition des richesses ; le droit de regard des populations indigènes sur leur développement et sur les activités développées sur leur territoire, le mouvement s'accélère et est légitimé politiquement :

En 1997 est signé le décret 48-97, qui fait passer les royalties accordées à l'Etat de 6% à 1% des bénéfices réalisées par les compagnies minières ou pétrolières. Ce décret est un reflet caricatural des différentes législations du sous-continent. Dans la plupart des pays latino-américains, et sous la supervision de la Banque Mondiale¹⁰, sont abaissées les royalties pour les multinationales¹¹. Dans le monde, plus de 70 pays ont « actualisé » leur législation minière dans la dernière décennie. Cette réforme a suscité les commentaires enthousiastes des compagnies transnationales :

« Avec un gouvernement stable et les changements positifs dans la nouvelle loi sur les mines et les impôts, nous pensons que le Guatemala est un pays très attractif pour l'investissement étranger et le développement minier. »

« Le Guatemala possède un grand potentiel géologique pour la découverte de gisements aurifères. Nous sommes enthousiasmés d'être parmi les premières entreprises à sécuriser des zones pour faire de l'exploration dans le pays. »

« La nouvelle stabilité politique, associée à un environnement géologique et une loi actualisée (sic), peut faire du Guatemala l'un des derniers fronts miniers non exploités en Amérique Latine ¹² ».

la compagnie nationale d'électricité (INDE) est privatisée : cette privatisation a ouvert la voie à la passation d'importants contrats concernant non seulement la distribution mais surtout la production d'électricité avec des compagnies transnationales¹³.

Plusieurs projets de barrages hydro-électriques voient ainsi le jour, fortement contestés par les populations locales.

Pendant la même législature est signé le Plan Puebla Panama : ce plan vise, du sud du Mexique au Panama, à intégrer le couloir centraméricain dans les échanges mondiaux, en développant de grandes infrastructures énergétiques et de communication. Ce plan, à l'initiative du gouvernement mexicain, est fortement soutenu par les Nord-américains : pour le thème qui nous intéresse, le plan vise, entre autres, à créer des zones de recherche bio pharmaceutique (dans les zones de grande biodiversité de l'Amérique centrale) ; à développer les infrastructures énergétiques (oléoducs, barrages pour la production hydroélectrique transfrontalière)

En mai 2005 est signé le CAFTA (traité de libre échange entre les Etats-unis et l'Amérique centrale) : sur le même modèle que l'ALENA¹⁴, ce traité élimine les options des gouvernements (à l'échelon national ou régional) de légiférer ou d'agir en faveur de la population quand ces actions pourraient affecter l'investissement des entreprises¹⁵.

Dernier épisode en date, aujourd'hui en discussion au Parlement : la loi de concessions. Le projet de loi actuel se caractérise par :

La possibilité pour la puissance publique de concéder tout bien ou service public aux entreprises privées : cela concerne aussi bien des entreprises nationales que les ressources naturelles, les services d'éducation ou de santé. Chaque échelon de la puissance publique (chef-lieu, département, Etat), peut décider de privatiser des biens et services de sa compétence, sans l'aval de l'Etat.



...ET AUSSI LA BIO-PIRATERIE :



Dernier épisode en date, aujourd'hui en discussion au Parlement : la loi de concessions. Le projet de loi actuel se caractérise par¹⁶ :

La possibilité pour la puissance publique de concéder tout bien ou service public aux entreprises privées : cela concerne aussi bien des entreprises nationales que les ressources naturelles, les services d'éducation ou de santé. Chaque échelon de la puissance publique (chef-lieu, département, Etat), peut décider de privatiser des biens et services de sa compétence, sans l'aval de l'Etat.

Les concessions peuvent être cédées pour une durée de cinquante ans, une fois prorogeable, ce qui ne permet aucune évaluation du service ainsi privatisé, et ne sert qu'à créer de nouvelles oligarchies monopolistiques.

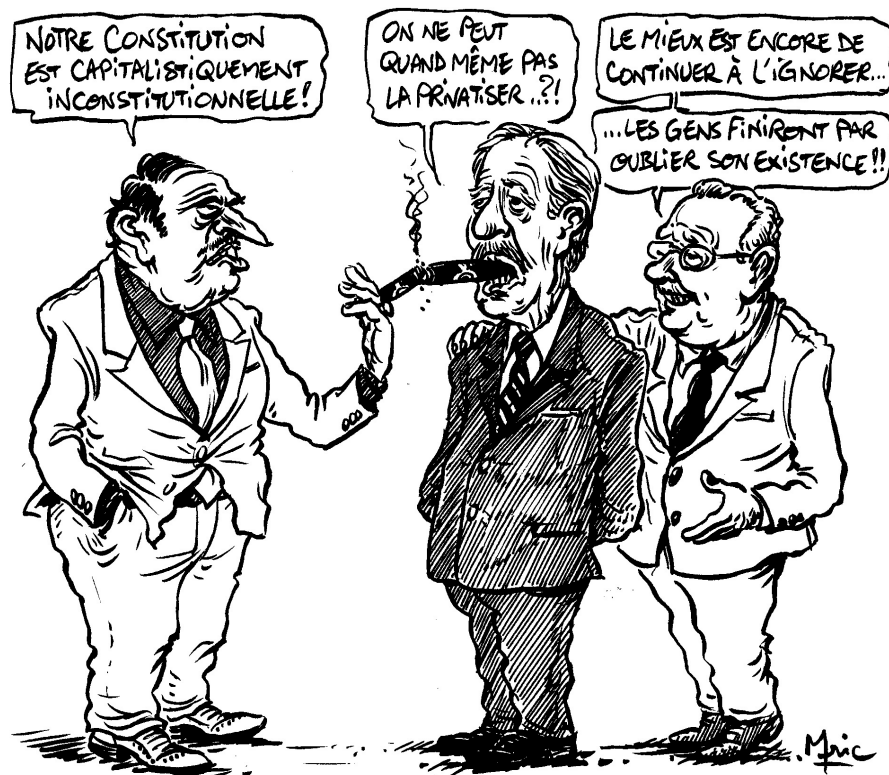
C'est au ministère concerné ou à toute autre autorité supérieure (municipalité par exemple) de décider les projets susceptibles d'être concédés, sans restriction légale aucune. On imagine la corruption et le favoritisme que peuvent engendrer un tel pouvoir de décision, dans le second pays le plus corrompu d'Amérique Latine.

Une liste précise les secteurs susceptibles d'être concédés (les biens culturels et naturels en font partie), qui se finit par : « cette liste est de portée générale, et ne pourra être interprétée comme limitative. »

Comme on le voit, l'entreprise de mise à disposition des ressources guatémaltèques à des intérêts étrangers, intégrant les secteurs privés étrangers et les puissances occidentales n'est pas nouveau, et s'est amplifié depuis les accords de paix en 1996. Cela touche aujourd'hui potentiellement tous les secteurs d'activité économique. Les contrats liés aux projets d'exploitation des ressources naturelles favorisent les convergences économiques entre les investisseurs étrangers d'une part, et les gouvernements successifs, les hautes sphères administratives, et les potentats locaux d'autre part.

Aujourd'hui, selon une étude mondiale publiée en janvier 2006 par la très néo conservatrice Heritage Foundation et le Wallstreet Journal¹⁷, les pays centraméricains comptent parmi les Etats les plus avancés pour les réformes économiques favorisant le secteur privé. Parmi les 160 pays objets du classement, le Guatemala, loué pour ses réformes, arrive à une faible 74^{ème} position pour le climat offert aux investisseurs : la faute au haut niveau de corruption, aux occupations de terre,

et aux impôts corporatistes. Mais il se paie le luxe de posséder l'Etat le moins interventionniste dans l'économie parmi l'ensemble des pays latino-américains.



« Privatiser le Guatemala »

Le spécialiste de la « Troïka » en Françafrique, François Xavier Vershave pose l'axiome suivant : « Moins les royalties sont élevés, plus augmentent les bénéfices des différents intermédiaires jusqu'aux plus hauts échelons de l'Etat. ¹⁸ »

Dans le cas du projet Marlin, l'imbrication entre fonctionnaires, gouvernement, et l'entreprise est flagrante : ainsi, le directeur général du projet, Milton Saravia est un proche de l'actuel président Oscar Berger, placé en 1993 comme secrétaire exécutif de la CONAP sur la pression de la femme du neveu de Berger. Ce même cousin, Berger Dorion, travaille actuellement dans la fondation des bois tropicaux.

Arturo Melville, demi-frère du vice-président Eduardo Stein, dirige aujourd'hui la fondation Sierra Madre, créée par la Glamys Gold pour développer des programmes de développement social dans les zones où opère la compagnie minière.

Plusieurs analystes guatémaltèques font état de fortes suspicions sur le fait que l'un des fils du président serait actionnaire de la compagnie Montana, cependant que l'un de ses beaux-frères serait lié à plusieurs compagnies minières explorant les départements de San Marcos, de Totonicapán et de Solola¹⁹.

4. Le soutien agressif des gouvernements d'Amérique du Nord et de l'Union européenne

En 1823, la doctrine Monroe donne le ton de la domination impérialiste des Etats-Unis sur les pays d'Amérique latine: « L'Amérique aux américains. ». La domination américaine au Guatemala a pour objectif d'avoir la main mise sur les richesses naturelles, la propriété de la terre et les évolutions idéologiques du pays (surtout pendant la guerre froide). Le moyen utilisé pour y parvenir sera le contrôle quasi continu sur la politique intérieure du Guatemala. Un contrôle allant jusqu'à l'interventionnisme militaire et qui a fait des Etats Unis un partenaire privilégié de la dictature militaire antisubversive guatémaltèque de 1954 à 1985.

On pourrait définir le rôle du grand frère américain comme une assistance ou bienveillance politique et militaire au service d'intérêts économiques. Un exemple est celui célèbre de la United Fruit Company (UFco) qui possédait de très larges concessions terriennes et y faisait cultiver café et banane, profitant d'une main d'œuvre bon marché. John Dulles fut successivement directeur de la CIA et de cette compagnie. Les mécanismes en place pour faciliter la présence de la UFco étaient alors les mêmes qu'aujourd'hui : des lois non contraignantes, l'octroi de grandes concessions et la mise en place d'un dispositif d'acheminement des marchandises et de l'énergie contrôlé par la compagnie.

Presque un siècle s'est écoulé et on retrouve les mêmes schémas avec cependant une dimension nouvelle, celle de l'utilisation du multilatéralisme pour légitimer des projets néo impérialistes. La BM étant financée majoritairement par les US (plus de 17 %), et le président de ce groupe étant obligatoirement citoyen du plus gros donateur, comment ne peut-on pas voir là une instrumentalisation de cet appareil pour des intérêts particuliers ? D'autre part, la branche privée de la BM, la CFI, est celle qui a le plus développé ses prêts récemment. Or, cette branche touche ses fonds d'actions notées AAA en bourse. Le problème repose sur la confidentialité des actionnaires et des rapports des entreprises, la CFI finançant les projets exécutés majoritairement par les grands groupes mondiaux.

Les secteurs pétroliers et miniers : des intérêts géostratégiques

Cependant, le soutien sans faille dont bénéficient les compagnies d'exploitation minière et pétrolière de la part de leurs gouvernements de tutelle, n'est pas simplement dû à la protection de leurs ressortissants actionnaires, ou à l'accroissement induit de leur PIB.

L'exploitation des ressources du sous-sol est éminemment stratégique : il s'agit de garantir ses sources d'approvisionnements, en particulier dans le domaine énergétique (pétrole, gaz, électricité, eau, or).

Le Canada et les mines

L'extrême majorité des compagnies minières au Guatemala comme dans le monde sont d'origine canadienne. En 2002, 56% des compagnies minières dans le monde étaient canadiennes. De 1992 à 2001, l'investissement international des compagnies minières canadiennes est passé de 27.8 à 86 milliards de dollars canadiens, représentant 12% des investissements canadiens à l'étranger.

Au Guatemala, depuis 1997, 75% des concessions minières ont été accordées à 4 compagnies canadiennes : Inco ; Jaguar Nickel ; Radius Exploration et ; Glamis Gold.

Il n'est donc pas étonnant de voir le gouvernement canadien soutenir avec autant de vigueur les projets miniers au Guatemala, et dénoncer les opposants locaux comme des ennemis du développement²⁰.



Loin de se contenter d'un soutien diplomatique, différentes agences canadiennes subventionnent directement les projets miniers : l'ACDI (Agence canadienne de coopération internationale) et le DFAIT (département des relations extérieures et du commerce international) sont en première ligne, partout dans le monde où sont en jeu des concessions minières.

Le Canada développe l'image d'un pays protecteur de l'environnement, respectueux des droits de l'Homme et en particulier des droits des populations indigènes. Au Guatemala, il a été l'un des plus ardents promoteurs du respect des droits humains et de la sortie du conflit armé. Ces principes ne résistent cependant pas quand les intérêts de ses compagnies sont en jeu²¹. Ainsi, comme le rapporte la coalition pour l'initiative d'Halifax, lorsqu'un quotidien guatémaltèque a publié un sondage indiquant que 95,5% de la population locale refusait le projet Marlin, l'ambassadeur canadien a publié le même jour un article relatant les bienfaits socio-économiques des projets miniers pour les peuples autochtones au Canada. Un mois plus tard (décembre 2004), l'ambassade parrainait un forum national sur l'activité minière, omettant d'inviter les organisations mayas ayant pourtant convoqué un congrès d'urgence sur les problèmes miniers... quelques jours auparavant !²²

Le Canada est par ailleurs en train de négocier un accord de libre-échange (le C4) avec 4 pays centraméricains. Cet accord comprendra « vraisemblablement une clause d'Etat investisseur semblable à l'article 11 de l'ALENA, qui permet aux entreprises de contester légalement les gouvernements qui entraveraient leur capacité de générer des profits. Ces dispositions créent un effet paralysant qui dissuade les Elus de mettre en place des lois susceptibles de protéger l'intérêt public, par crainte de poursuites de la part des compagnies étrangères. ²³»

Les Etats-Unis et l'Union européenne

Les Etats-Unis, beaucoup moins présents que leur voisin du Grand Nord, se montrent tout aussi sourcilleux du développement des projets miniers au Guatemala. Il faut dire que la plupart des compagnies canadiennes sont codétenues et financées par un actionnariat majoritairement américain.

Les pays européens ne sont pas en reste, malgré une implication moindre : en effet, l'Europe ne possède pas d'entreprises minières aussi importantes que le Canada. Par ailleurs, le poids des échanges commerciaux entre l'UE et l'Amérique centrale reste comparativement très faible. Mais l'Europe est très présente à travers ses entreprises sur des secteurs énergétiques stratégiques comme le pétrole (PERENCO, société de droit français) ou la production et la distribution d'énergie électrique (Union Fenosa, compagnie espagnole)

L'UE négocie avec cette région un accord d'association pour la période 2007-2011. L'un des enjeux majeurs pour l'UE est de favoriser la vente de services et de l'industrie contre la baisse de ses tarifs douaniers sur les produits agricoles. Le rachat de l'INDE par l'entreprise Union Fenosa en 1998 pourrait n'être bientôt que le cheval de Troie d'une entreprise de rachats de services d'utilité publique par des entreprises européennes après le vote de la loi de concessions et la signature de cet accord d'association.

5. Les entreprises multinationales : répression, irresponsabilité et droit commercial contre droits indigènes

La grande majorité des compagnies minières et/ou pétrolières au Guatemala sont canadiennes ou américaines. Des entreprises européennes sont aussi impliquées, en particulier dans les filières de l'électricité (Union Fenosa, Espagne), et de l'eau et dans le secteur pétrolier (Perenco, Total, France).

Vu les montants d'investissement en jeu, il est presque impossible pour une entreprise locale de réunir les sommes et les capacités techniques nécessaires pour la mise en exploitation. Par contre, les élites des pays centraméricains sont souvent associées à ces projets par la corruption.



Nous avons déjà recensé les liens, avérés ou supposés, unissant le gouvernement guatémaltèque au pouvoir au projet Marlin. Mais ce n'est que le dernier exemple en date.

L'exploitation de nickel par la compagnie Exmibal, dans les années 70, s'est faite en lien permanent avec la dictature militaire au Guatemala, de nombreux officiers militaires s'adjudant d'immenses domaines terriens dans la zone d'exploitation. L'exploitation pétrolière par la compagnie Basic Petroleum dans le Peten est elle aussi un exemple frappant. Commenant son activité pendant les années les plus noires de la répression de l'Etat guatémaltèque, Basic a tour à tour été dirigée par des membres de la diplomatie politique américaine et des collaborateurs de la dictature militaire guatémaltèque.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la répression ait particulièrement touché les militants et communautés dénonçant ces projets d'extraction.

Le « devoir d'irresponsabilité » des compagnies multinationales

Les risques environnementaux sont particulièrement importants dans le secteur minier. (Voir chapitre les conséquences environnementales)

Malgré l'ensemble des garanties verbales des dirigeants des compagnies, il est curieux de constater que la quasi-totalité des compagnies étrangères opèrent par le biais de filières locales. Ainsi, le projet Marlin n'est pas légalement exploité par l'entreprise publique canadienne Glamys Gold, mais par sa filiale autonome d'un point de vue juridique, Montana Exploradora. Ainsi, le projet d'extraction de nickel de El Estor n'est pas le fait d'INCO ou de Geostar metals, mais de la filiale Exmibal.

Opérer de la sorte présente l'avantage, pour l'entreprise mère, de se prémunir contre d'éventuelles poursuites liées à des désastres environnementaux. Ainsi, en cas de procès, et d'indemnités élevées, la filiale se déclarera en cessation de paiement et mettra la clé sous la porte. C'est une manière, pour la maison mère, de couper la branche pourrie afin de préserver l'arbre.

Ensuite, les compagnies profitent de l'absence de cadre légal fort au Guatemala en terme de protection des travailleurs, des populations locales et de l'environnement. Elles se basent sur un respect des réglementations internationales sur les différentes exploitations. Ces conventions internationales bien que contraignantes ne proposent pas de garanties solides pour les populations locales. Pourtant, elles crédibilisent et légitiment les projets d'extraction.

Une dernière facette sur la gestion environnementale des compagnies est celui de la forte présence de projets de protection de l'environnement payés par la compagnie dans la zone d'influence de l'exploitation. Réelle prise en considération de la dimension écologique ou simple volonté d'acheter la paix sociale, ces fondations environnementales n'en demeurent pas moins des garanties pour les compagnies et pour l'Etat dans la justification de la bonne marche des extractions. L'exploitation pétrolière dans la région de la Laguna Del Tigre est sûrement, celle qui sur ce thème a le plus vu se développer des projets de gestion et de protection de l'environnement. BASIC a ainsi financé un large projet d'étude à l'INSAT (Institut de recherche français) et PERENCO, l'actuel propriétaire de la concession, met en avant sa gestion verte de l'or noir (voir le cas de l'exploitation pétrolière dans la Laguna del Tigre, p.58 et suivantes).

Le droit commercial contre le droit des peuples autochtones

Une autre caractéristique des compagnies minières est de faire jouer le droit international du commerce contre celui de la protection des peuples menacés, en particulier des droits indigènes.

Le cas du projet « Impérial » de la Glamys Gold en Californie est édifiant. Le projet « Imperial » s'étend sur un peu plus de 6 km² de terres publiques fédérales dans le district Imperial, et a été acheté durant ces 20 dernières années par une filiale de la





Pour le Guatemala, et sans être exhaustif, on peut recenser :

L'assassinat de plusieurs députés opposés à la législation sur le pétrole dans les années 70

1977 : après une importante manifestation de mineurs de Huehuetenango à la capitale, leur représentant légal est assassiné

1978 : implication probable de la compagnie Exmibal dans le massacre de Panzos



Entre 1980 et 1982 : massacres de Rio Negro ; Agua Fria ; los Encuentros, à proximité du barrage en construction du Chixoy (voir encadré)

Bien que le contexte ait évolué (accords de paix, démocratie, premier gouvernement sans militaires au Guatemala), c'est dans cette longue tradition de défense d'intérêts conjoints qu'il faut aujourd'hui replacer la répression qui s'abat sur les opposants au projet minier au Guatemala.



A Solola, lors du blocage du convoi destiné au projet Marlin par plusieurs milliers de manifestants en janvier 2005 (voir photos ci-contre), le gouvernement Berger envoya plus de 1300 éléments de l'armée et de la police : 1 mort, des dizaines de blessés, et des dizaines d'autres manifestants poursuivis. De manière sibylline, le président déclara à ce propos : « Il est de notre devoir de proté-

Glamys. En 1994 est déposé une demande de permis d'exploitation. « Imperial » est situé dans l'aire de conservation du désert de Californie ». Cette appellation n'interdit pas à elle seule les projets miniers. Cependant, le projet menace directement des sites sacrés indiens, et menace la destruction de cette région. Le peuple Quechan porta plainte contre ce projet. A la fin des années 90, le conseil pour la préservation historique et le département des affaires intérieures émisent un avis négatif sur ce projet. En 2001, le secrétaire à l'intérieur, Bruce Bobitt, refusa officiellement le projet. En 2002, l'ancien gouverneur de Californie, Gray Davis,

émit une régulation temporaire exigeant que la mine s'engage à restaurer la topographie originelle du site. En avril 2003, la loi 22 du Sénat rendit cette mesure obligatoire dans un périmètre de 1 mile autour de tout site sacré. Bien que cela n'empêche pas l'extraction minière, le coût engendré par cette contrainte est effectivement dissuasif pour les compagnies n'acceptant pas la réduction de leurs marges de bénéfices. Le gouverneur Davis commenta cette loi : la mine d'or à ciel ouvert utilisant le cyanure provoque de profondes cicatrices dans le paysage, ce qui provoque des dommages irrémédiables pour les sites culturels ou sacrés. Cette mesure est un message disant que les sites sacrés valent plus que l'or. »

Pourtant, le 9 décembre 2003, la Glamys porta plainte contre le gouvernement des Etats-Unis et l'Etat de Californie, en se basant sur les règles d'arbitrage de la commission internationale du droit commercial des Nations Unies, et sur celles de l'ALENA (traité de libre-échange de l'Amérique du Nord), notamment sur le chapitre régissant les expropriations et les compensations (article 1110 de l'ALENA).

Le verdict n'a toujours pas été rendu. Dans un pays aussi puissant que les Etats-Unis, le verdict devrait donner lieu à une jurisprudence mondiale. Reste à savoir quel droit, celui des populations autochtones, ou celui des traités de libre-échange internationaux, prévaudra.

Notes de la 1ère partie

1 Le Guatemala a connu quelques poches de famine à la fin 2003, dans les régions de la côte, où dominent les fincas de café : les prix s'étaient tellement effondrés que des milliers de familles de travailleurs agricoles, n'avaient pu travailler, et dans certains cas n'avaient pas été rémunérées

2 Des entreprises dont le siège social est en France, sont également présentes. C'est le cas très controversé de Perenco SA, dans le Peten

3 Pétrole lourd à 95%, qui sert essentiellement pour de l'asphalte

4 PROAL, Proyectos Alternativos para el Desarrollo Social, ONG costaricienne - Cité par Inforpress, n° 1454

5 "Los organismos financieros internacionales, su intervencion y su impacto en Guatemala : FMI, BM, BID » - CONGCOOP - mars 2004

6 Pour l'éducation : mise en place du système PRONADE : programme national d'autogestion par le développement éducatif. Transfert de compétence de l'Etat vers des entreprises privées et les communautés (parents d'élèves) ; les ISSES, institutions de services éducatifs (fondations, ONG, églises...) sont contractées par PRONADE pour faire le point sur les besoins dans les communautés en difficulté, établir des méthodologies et mettre en place des COEDUCAS (comités d'éducation basés sur la participation active des parents d'élèves bénévoles : exécution des tâches administratives, embauches des instituteurs). Les instituteurs ont un statut spécial, CDD d'un an ; pas de sécurité sociale ni retraite

Pour la santé : même principe que PRONADE ; délégation à des entreprises privées des services de santé en zone en difficulté. Le système fonctionne mal, connaît la corruption et les ressources locales et traditionnelles ne sont pas prises en compte ; 40% des médecins employés sont des volontaires cubains.

7 Document d'Information réalisé par la CFI sur le financement du projet Marlin.

8 www.guatemala-mining.org/ résumé de la réunion du comité de direction de la CFI - compte-rendu non validé - 3 juin 2004

9 Ce coup d'Etat a mis fin au « printemps démocratique (1944-1953) », qui a porté au pouvoir des gouvernements élus, de tendance nationaliste et progressiste. Il a été orchestré par la CIA et une partie des élites militaires guatémaltèques, soutenue par l'oligarchie économique, en réaction aux prémices de nationalisations d'entreprises, et à un début de réforme agraire.

Selon certaines sources, les compagnies pétrolières auraient directement financé ce coup d'Etat.

10 "Un desarrollo patas arriba y al revés" - Derechos en accion - Février 2005

11 L'aspect caricatural au Guatemala revêt 2 formes : l'extrêmement faible participation officielle de l'Etat ; le taux des royalties, le plus faible du continent.

12 Richard Clark de Tombstone Explorations ; Jorge Ganoza de Explorations Mayan Minerals ; Marcos Montesinos, de Montana Gold Corporation. Cités par Inforpress, 8 août 1997

13 Voir le cas du chixoy, et le rôle de l'Union Fenosa, compagnie espagnole (annexe 1)

14 ALENA : accord de libre-échange de l'Amérique du Nord regroupant les Etats-Unis, le Canada, et le Mexique

15 Est-il besoin de mentionner que ce traité a été signé en moins d'un an de négociation, au mépris des parlements et des populations locales ?

16 Repris des analyses du Collectif d'Organisations Sociales (COS), Contrapunto, octobre 2005

17 Cité par Inforpress CA, 27 janvier 2006,

18 François-Xavier Verschave « L'envers de la dette », Dossiers noirs, Agône ; 2001 - « Moins l'Etat producteur est exigeant, plus s'élève le bonus présidentiel à la signature du contrat »

Toutes les implications citées ci-dessus sont reprises de Inforpress, "Gobierno y Montana, una alianza que brilla »

19 Voir le site www.guatemala-mining.org

20 Pour une analyse plus développée du rôle du Canada dans les projets miniers, en Afrique et en Amérique latine, « Un desarrollo Patas arriba y al Revés », op.cit

21 Coalition pour l'initiative d'Halifax, La Banque mondiale et les industries extractives - l'effet démonstratif de dissension de la Mine Marlin, disponible sur www.guatemala-mining.org

22 Coalition pour l'initiative d'Halifax, op.cit



II Quelles conséquences ?

1 – les retombées économiques : enfin le développement ou maintien dans une économie de sous-développement ?

**2 – les conséquences sociales et culturelles :
Déstructuration sociale et communautaire**

**3 – les conséquences environnementales et sanitaires :
Des dégradations environnementales irréversibles et des risques
sanitaires élevés**

4 – les conséquences politiques : criminalisation des opposants

1. Les retombées économiques : enfin le développement ou maintien dans une économie de sous-développement ?

Les IFIS, les gouvernements locaux et occidentaux, et les entreprises multinationales s'entendent sur un point : l'exploitation des ressources naturelles représente une formidable opportunité pour le développement des populations locales et du pays en général, et l'une des alternatives principales au sous-développement. L'extraction minière générerait de l'emploi, direct et indirect, un dynamisme économique local fort, et des revenus non négligeables pour l'Etat et les collectivités.

Derrière ces incantations, il est ici nécessaire d'analyser avec précision les retombées économiques de ce type de projet.

Ici encore, le projet Marlin est le mieux documenté et le plus emblématique, puisqu'il est le plus important projet minier d'Amérique centrale à ce jour, et surtout parce qu'il se veut un modèle visant à séduire la population, avant le démarrage de projets futurs. Aujourd'hui, c'est 10% du territoire guatémaltèque qui est susceptible de bénéficier des projets miniers.

Le secteur minier, un mauvais employeur direct...¹

La production minière est l'un des secteurs employant le plus faible taux de main d'œuvre comparé aux revenus qu'il génère. Ainsi, au Chili, ce secteur correspondait en 1998 à 8,5% du PIB, et à 49,2% des exportations, en ne générant que 0,8% de l'emploi national. Entre autres grâce à la modernisation technologique (mine à ciel ouvert), l'emploi minier au Canada est passé de 38% du total des emplois à 0,7% en 1998. Au Guatemala, alors que ce secteur représente 1% PIB, il n'emploie que 0,07% de l'emploi national.

Le projet Marlin a employé 1000 personnes pendant la phase de construction (2004/5). Ce chiffre tombera à 160 pour la phase d'exploitation (2006-2016). Sur les 7500 familles des deux municipalités concernées, ce sont donc 12% qui en ont bénéficié pendant les deux premières années, et 2,6% pendant les dix prochaines années. Et encore, malgré les promesses de l'entreprise, beaucoup des travailleurs ne sont pas employés localement. Un grand nombre vient du Honduras et du Salvador². Pour la seconde phase, le personnel devra être plus qualifié dans sa globalité, et sera donc allogène. Le salaire d'un travailleur est de 1400 quetzales, soit environ 170 euros par mois.

Sur cette base, on peut calculer que 11,5 millions de dollars reviendront, dans le meilleur des cas, à la population locale, soit 1,3% des revenus bruts que rapportera le projet à la compagnie.

... Et un mauvais employeur indirect, ...dans les pays du Sud

Dans un pays comme le Canada, le secteur minier génère un grand nombre d'emplois indirects dans les étapes de traitement et de fabrication de produits dérivés des matériaux bruts. Aux 108 000 emplois directs correspondent 401 000 emplois indirects, auxquels se rajoute une demande forte en services financiers, de transport, d'ingénierie, de laboratoire.

Malheureusement pour le Guatemala, qui ne sera qu'une zone d'extraction, toute la chaîne intégrée des facteurs de production et de fabrication postérieure, restera dans les pays du nord. Ainsi, à part pour quelques bars, commerces, et transporteurs routiers, il n'y aura aucun autre emploi induit.

Pire, le contrat accordé à la Glamys Gold prévoit que tous les produits nécessaires à l'exploitation (machinerie, équipements, matériel, explosifs) pourront être importés sans frais de douane. Autrement dit, les bénéfices en termes d'industrialisation seront nuls. En fait de développement, le secteur minier représente une enclave d'exportation déconnectée du pays. Le gouvernement concède par ailleurs à titre gratuit l'utilisation de 250 000 litres d'eau/heure à l'entreprise (voir par ailleurs).

Des revenus pour le pays, les collectivités, et la population locale ?

Les revenus totaux générés par le projet s'élèveront dans l'absolu à la fin de l'exploitation à 121,8 millions de Quetzales³, si l'on cumule l'ensemble des impôts (TVA ; impôt sur la rente ; taxe foncière), les royalties (1% des bénéfices), et l'ensemble des salaires versés, soit 13% du chiffre d'affaires. Cependant, la Glamys a été exonérée d'impôts jusqu'en 2008.

Concernant les royalties (fixés depuis 1997 à 1% des bénéfices), ils sont singulièrement inférieurs dans les faits. En fonction du degré d'aboutissement du produit exporté, (quel stade de transformation du produit fini), la taxe (1%) portera sur seulement 50 à 70% du total des factures.

Sur les 893 millions de dollars que la compagnie prévoit d'exporter au minimum, le Guatemala recevra 6,3 millions de dollars en dix ans, répartis entre les deux municipalités et l'Etat. Ce revenu n'est pas négligeable pour les collectivités : en 2004, le budget de la municipalité de Sipakapa était de 340 000 dollars. Chaque année, elle recevra 66 000 dollars supplémentaires. Mais que se passera-t-il dans dix ans ? Avec la fermeture, la dynamique locale basée sur l'augmentation de la demande par le paiement des salaires, sera suspendue d'un coup. Du point de vue local, cela signifie que cela représente un investissement et un développement sans pérennité.

Dans le même temps, le projet Marlin sera, selon la compagnie, le projet le moins coûteux et le plus rentable de la Glamys : la valeur du produit exporté est estimé à 893 millions de dollars, et une fois raffiné au Canada, à 1 141 millions de dollars.

Comme le conclut Rossana Gomez, « *la mine d'or et d'argent ouvre un filon économique au Guatemala, qui générera des fortunes pour les investisseurs étrangers, qui laissera quelques revenus au pays, mais qui laissera inchangée une structure de production uniquement dépendante... Cependant que la plus grande partie de l'extraction se réalise dans les pays en développement, la majeure partie des produits est consommée dans les pays industrialisés. Le plus souvent, ces pays ont épuisé leurs ressources ou sont limités par des pressions environnementales. Pour autant, c'est là-bas que se conclue le processus de transformation de haute technologie, ce qui leur laisse, la plus grande partie de la valeur ajoutée et des bénéfices finaux de l'investissement.* »

Si création de richesse il y a, le cynisme de la « Troïka » qui met en avant le développement du pays, comparé au pillage organisé par les pays du Nord, dénote un singulier sens de l'humour, ou du mensonge. Et encore ces quelques constatations ne tiennent-elles pas compte du coût social, et environnemental de ce type de projets...

2. Les conséquences sociales et culturelles : déstructuration sociale et communautaire

Dans le contexte guatémaltèque, il est impossible de distinguer l'accès aux ressources naturelles des populations locales soumises à l'extrême pauvreté, la raréfaction des terres productives, de l'exploitation des ressources naturelles par les entreprises transnationales. En effet, plus qu'un droit à l'autonomie de décision des populations indigènes sur leur terre, c'est la concurrence directe pour la survie du groupe qui est en jeu :

L'exploitation de Marlin en est l'exemple le plus récent : le projet est situé sur 2 municipalités : San Miguel Ixtahuacan et Sipakapa. Alors que la population de la municipalité de San Miguel Ixtahuacan a dans un premier temps approuvé tacitement le projet⁴, la population entière de Sipakapa s'est révoltée pendant des mois. Qu'est-ce qui motive deux réactions aussi distinctes ?

San Miguel est en amont du fleuve. C'est sur son territoire qu'est basé l'essentiel du site de production. La municipalité touchera 0,5% des bénéfices de l'entreprise.

A l'inverse, le district de Sipakapa, en aval du fleuve, ne bénéficiera d'aucun subside : les éventuelles contaminations de l'eau, sa raréfaction à terme (voir chapitre sur les conséquences environnementales) seront entièrement supportées par la population de cette municipalité, dont la survie est liée au fleuve et à ses affluents : ce sont logiquement ces populations qui se sont mobilisées en premier, rejointes aujourd'hui par celles de San Miguel.

Sur les 68 cas de révolte collective contre l'exploitation des ressources naturelles recensés depuis 1996 dans le principal quotidien du pays, Prensa Libre, 9% des cas concernent des conflits intercommunautaires⁵, ce qui est un chiffre significatif : les luttes intercommunautaires sont liées à l'accès à l'eau et à la terre.

Quand un projet minier, hydroélectrique ou pétrolier se concrétise, il est assez courant que des conflits naissent entre les populations les plus et les moins spoliées. Ces conflits peuvent se superposer à ceux créés par la junte militaire pendant le conflit armé (voir cas du Chixoy).

Prostitution, criminalité, alcoolisme

Dans la plupart des projets d'extraction répertoriés à ce jour, l'entreprise et le gouvernement guatémaltèque ont mis en avant l'embauche de populations habitant près du secteur de production, afin de favoriser le développement local. En fait d'embauche de population locale, des travailleurs d'autres régions du pays ou du sous-continent ont été recrutés de manière systématique : l'entreprise préfère en effet des salariés déracinés, ceux-ci ayant plus de difficultés à concrétiser des fronts de revendications collectives, sans famille, sans lien social existant, et avec la crainte de perdre leur emploi, du jour au lendemain.

Les comportements induits par cet « individualisme forcé » favorisent d'autres secteurs économiques parmi les plus porteurs du « développement », tel qu'il a été mis en pratique au Guatemala : la prostitution, l'alcoolisme, et la criminalité. Ces dommages collatéraux sont aussi recensés dans les régions des grandes fincas d'agro-exportation. Prostitution et alcoolisme sont directement liés à la rupture des liens sociaux du nouveau prolétaire éloigné de sa famille et de sa communauté. Les travailleurs déracinés sont attirés vers ces emplois très précaires (débauchement du jour au lendemain ; travail dangereux) par une meilleure rémunération, ou plutôt, dans la grande majorité des cas, par la nécessité d'apporter un complément financier à la survie de la cellule familiale, menacée par la raréfaction des terres productives⁶.

L'espoir de meilleures ressources est mis en danger par l'alcoolisme et la prostitution, qui engloutissent une grande partie des revenus, quand ils ne créent pas un endettement du travailleur auprès de son employeur⁷.

La hausse de la criminalité commune est essentiellement liée au fossé économique apparaissant soudain entre ceux travaillant à la mine ou au sein du projet, et ceux qui en sont exclus. Mais le plus grand danger réside dans le climat d'insécurité sociale qui en résulte, lui-même souvent entretenu par l'entreprise et le gouvernement.

Ainsi, lors du blocage d'une route pour protester contre le projet Marlin, un manifestant a été tué par l'armée et des dizaines d'autres détenus sans raison, entretenant un climat de méfiance et de peur. Quand le gouvernement ne réagit pas avec violence, son mode de résolution des conflits ne fait qu'attiser les rancœurs. Le plus souvent, relève FLACSO, celui-ci promet la création d'une commission pluripartite, pour examiner et résoudre le conflit, qui ne voit bien souvent jamais le jour⁸. Ou il promet un moratoire sur le sujet : le dernier en date est celui sur la concession de licences minières jusqu'à la révision du décret 48-97. Ce moratoire a déjà été violé deux fois. Cette façon d'agir ne fait que renforcer une défiance et une rancœur déjà ancestrale chez les populations locales.

Le service de sécurité de la compagnie Marlin serait lui aussi impliqué dans l'assassinat d'Alvaro Sanchez, paysan local⁹. Et on ne compte plus les menaces, intimidations reportées par les communautés depuis le processus d'implantation de la mine.

Enfin, les fractures inter ou intracommunautaires à l'occasion de ces projets se reconstituent d'ailleurs souvent sur les divisions provoquées par le conflit armé. En particulier, il est à craindre que ces conflits portent en gestation la perspective de la réactivation locale, bien réelle depuis 2 ans, des anciens membres des Patrouilles d'Autodéfense civile, milices paramilitaires instituées au plus fort de la guerre, qui reforment leurs réseaux d'influence au sein des villages.

Les conséquences culturelles

La culture Maya a été attaquée de manière historique par les effets liés à la Conquista et à la répression militaire. Les politiques libérales constituant un danger moderne, il paraît important de reprendre les revendications fondamentales des organisations indigènes luttant pour un respect de leur identité culturelle et de leurs droits en tant que population indigène.

La terre est au centre de la spiritualité Maya. Elle est à la fois un élément de leur cosmovision mais aussi leur outil de survie, de production et de consommation. Si leur terre est bafouée et souillée, c'est un préjudice non seulement physique mais aussi moral qui leur est causé.

L'exploitation des ressources peut donc porter atteinte au mode de vie et de pensée des communautés, favorisant l'individualisme face à l'esprit collectif et solidaire qui les définit jusqu'à aujourd'hui.

Le non respect des communautés et de leur environnement entre dans la problématique de la reconnaissance des peuples indigènes et de leurs droits, développé dans les Accords de Paix de 1996 et dans les textes internationaux. L'Etat s'était pourtant engagé à reconnaître formellement et institutionnellement ces droits au sein de la Constitution et de sa législation.

Ce débat et cette lutte pour le maintien d'un écosystème menacé et la pratique de la vie communautaire indigène, s'intègrent dans le débat culturel de l'intégration des populations indigènes au Guatemala. Il s'inscrit donc au-delà du débat sur l'exploitation des ressources, il faut lui reconnaître une portée plus large, celle de la place accordée par l'Etat aux communautés indigènes dans la nation guatémaltèque.

Il est important de souligner que ce vide législatif ne fait que renforcer l'écart déjà existant entre les populations locales, vivant très souvent dans la pauvreté, et l'Etat

qui envisage uniquement l'investissement des multinationales sur son sol.

3. Un coût environnemental et sanitaire très important

Malgré sa faible superficie, le Guatemala fait partie de l'une des plus importantes régions de biodiversité mondiale, abritant la 2^{ème} forêt tropicale américaine après l'Amazonie pour la variété de sa faune et de sa flore, le Petén. Pourtant, cet équilibre est aujourd'hui fortement menacé. L'exploitation sans limitation aucune des ressources naturelles par le capital multinational en est l'une des raisons majeures.

Les conséquences environnementales de l'exploitation des ressources naturelles varient bien évidemment selon le type de ressource exploité. Cependant, les dommages les plus irréremédiables sont de 3 ordres :

La destruction des écosystèmes, en particulier sur les forêts

La MINUGUA estime que, depuis 1950, la couverture forestière a diminué de 50% dans le pays¹⁰. Les raisons en sont multiples : défrichage des paysans sans terre pour l'agriculture ; défrichage pour les grandes fincas, les industries minières et pétrolières ; exploitation, souvent illégale et à grande échelle, de bois précieux. Le Petén est ainsi devenu un vrai gruyère dans certaines zones. Les projets miniers nécessitent par ailleurs la pulvérisation de millions de tonnes de roches.

Outre les cicatrices paysagères, cette baisse de la couverture forestière a des conséquences immédiates dramatiques :

Sanitaires : raréfaction du bois qui assure la survie de la grande majorité de la paysannerie (chauffage, habitat, cuisson des aliments)

Érosion accélérée des sols, désormais beaucoup plus fragiles (glissements de terrain)¹¹, dans une région balayée régulièrement par les ouragans et les tempêtes tropicales

Désertification par l'appauvrissement des sols, qui baisse le rendement et oblige le paysan à brûler d'autres parcelles (culture sur brûlis)

Sur les 68 protestations collectives contre l'exploitation de ressources recensées au Guatemala depuis 1997¹², treize concernaient l'exploitation forestière. C'est le deuxième type de ressources provoquant des conflits après celui de l'eau.

La raréfaction de l'eau pour les populations limitrophes

Celle-ci a occasionné 19 cas de protestation¹³

La consommation massive d'eau est principalement le fait des industries de minerais métalliques, et paradoxalement, des barrages hydroélectriques.

Le cas de l'industrie minière de Marlin

L'extraction minière nécessite 6 000 litres d'eau par heure car la technique utilisée est l'hydrométallurgie. L'eau sera puisée, gratuitement, dans les nappes proches de la mine. Un forage de 300 mètres facilitera l'accès à des grandes quantités d'eau dans une zone plutôt sèche. Rappelons qu'un paysan guatémaltèque use en moyenne 20 litres d'eau par jour.

Les barrages hydroélectriques

La création d'immenses retenues d'eau (voir cas du Chixoy) provoque paradoxalement, par le détournement des affluents, des désertifications massives.

Dans un cas comme dans l'autre, ce sont encore une fois les populations les plus démunies, qui sont menacées dans l'un des droits les plus élémentaires pour la survie, l'accès à l'eau.

La pollution de l'eau et du sol

Si la raréfaction de l'eau et de la forêt ont un impact sur la survie économique des populations, la pollution des nappes phréatiques et des sols a des impacts importants, bien que difficilement mesurables, sur leur santé. Dans le cas des mines d'or ou d'argent, le principal danger vient de l'utilisation du cyanure.

Processus de lixiviation : L'extraction minière telle qu'elle sera pratiquée nécessite un processus de lixiviation. Ce processus sera réalisé non dans des bassins mais dans des grosses cuves. Il s'agit d'utiliser du cyanure de sodium en grandes quantités pour détacher l'or de la roche. Montana affirme que le cyanure ne se reverse pas dans l'environnement et qu'il sera détruit. Les organisations locales et environnementales prévoient eux des conséquences terribles du cyanure sur l'eau (nappes souterraines) et les écosystèmes.

Qu'est ce que c'est que le cyanure de sodium? C'est un composant chimique composé de carbone, de nitrogène et de sodium. Cet élément est utilisé par la majorité des entreprises minières pour détacher l'or ou d'autres métaux de la roche.

Risques et évaluation de la toxicité du cyanure : Sur les êtres humains, le cyanure est un poison qui agit avec grande rapidité et qui est capable de tuer une personne en quelques minutes suivant le temps d'exposition au venin. L'être humain



Impact du cyanure sur les sols (photo exploitation minière de la Glamys au Honduras)

peut être exposé au cyanure par inhalation, ingestion ou absorption par la peau.

Si les promoteurs du développement minier au Guatemala assurent que toutes les précautions sont prises pour empêcher toute libération de cyanure des cuves, celui-ci ne se détruit pas. De plus, de nombreux cas dans un passé récent poussent à ne pas croire sur parole la compagnie.

Ainsi, au Honduras, dans la Valle del Siria, le projet San Martin, exploité par « Entre Mares », filiale de Glamis, semble avoir des résultats préoccupants en termes sanitaires. Après l'implantation du projet en 2000, le docteur Juan Almandares Bonilla, a étudié avec son équipe les problèmes de santé de la communauté el Pedernal, entre 2001 et 2003. En 2003, 80% de la population souffrait de maladies de la peau ; 28% de maladies respiratoires ; 59% de maladies neurologiques ; 45% de maladies ophtalmologiques. Les conclusions du rapport demandent une étude complémentaire sur la contamination des sols, qui pourrait expliquer une certaine partie de ces pathologies.

En mars 2004, l'ONG Caritas, en présence de représentants de la compagnie et du ministère des mines au Honduras, organise des prélèvements sur les sols et dans l'eau. Dans 4 des 7 prélèvements, l'analyse révèle des taux d'arsenic plus élevés que le maximal autorisé, ainsi que des taux très élevés de mercure.

Entretien publié dans le quotidien *la Prensa Libre* le 28 novembre 2004.¹⁴

- *L'utilisation de cyanure, même dans des zones fermées peut-il être dangereux pour l'environnement et pour la santé de l'être humain ?*

Quand les pierres sont amenées à la plante de travail, on y ajoute des produits chimiques comme le cyanure pour détacher l'or. Les pertes de ce processus sont des résidus. Ces résidus polluent les sources d'eau, et tuent les poissons, même quand ils sont dans les normes internationales de protection de l'environnement.

- *Donc, le cyanure ne se détruit pas ?*

La plus grande partie se transforme chimiquement en d'autres produits qui continuent d'être toxiques et cela sur du long terme.



Problèmes de santé (perte de cheveux) qui seraient liés à la pollution de l'eau pour cause d'exploitation minière (valle de Syria, Honduras)¹⁵

4. Les conséquences politiques : la criminalisation des opposants¹

La situation des défenseurs des droits de l'Homme au Guatemala s'est brutalement détériorée depuis 2000. Sous le gouvernement FRG (2000/2003), ces attaques étaient principalement ciblées sur les personnes travaillant à la recherche de la justice et à la lutte contre l'impunité. Loin de diminuer sous l'actuel gouvernement GANA d'Oscar Berger, elles s'étendent désormais aux paysans sans terre, aux écologistes, et à l'ensemble du mouvement social qui s'est reconstitué à l'occasion du débat sur le traité de libre-échange (TLC). En 2004, ont été dénombrées 122 attaques envers les défenseurs des Droits de l'Homme, dont 6 envers les militants écologistes et paysans. Parallèlement on constate que 35 des 122 attaques visent des militants dont les activités remettent en cause des propriétaires terriens, des entrepreneurs, ou l'action du gouvernement.

Au 12 juillet 2005, l'Unité de protection des défenseurs (appartenant au Mouvement national pour les droits de l'Homme) décomptait déjà pour la seule année 2005 127 attaques envers les défenseurs des droits de l'Homme, parmi lesquelles une quinzaine envers les militants écologistes et paysans. Nous avons également tenu compte ici des attaques liées à la contestation du TLC. En effet, la défense du droit à un environnement sain pour les communautés indigènes et l'opposition à une ouverture néo-libérale du pays sont étroitement liées, le traité de libre-échange constituant un outil supplémentaire pour faciliter l'implantation des multinationales dans le pays et leur mainmise sur les ressources. Les dirigeants indigènes très largement mobilisés dans les conflits relatifs à la mine, à la loi de concessions, à la signature du TLC ne sont pas épargnés, même s'ils ne sont pas répertoriés dans les différents rapports comme militants écologistes.

Les attaques recensées de janvier à mai 2005 envers les militants écologistes et paysans

6 janvier : Menaces de mort par téléphone à Dominga Vasquez, de l'Association des maires indigènes de Solola. Opposition aux implantations minières, manifestations contre le passage d'un cylindre destiné à la mine de San Marcos

Fin janvier : Menaces de mort envers Mgr Ramazzini, évêque du diocèse de San Marcos. Révélation par le bureau du Procureur des droits de l'Homme d'un projet d'assassinat à l'encontre de l'Évêque pour son implication auprès des communautés indigènes et notamment sa prise de position contre la mine de San Marcos

30 janvier : cambriolage dans les bureaux de Derechos en Acción à la capitale. Cette association est très impliquée dans le mouvement de contestation du barrage de Chixoy

14 mars : Assassinat de Juan Lopez Vélasquez, du CUC (Comité d'union paysanne) alors qu'il participait à une manifestation pacifique de contestation à la signature du TLC.

Agression de Miguel Angel Vasquez par la police lors d'une manifestation pacifique contre la signature du TLC. Il a dû ensuite subir une amputation de la jambe droite, la police ayant fait obstacle à son évacuation pour des soins adéquats.

25 mars : Menaces de mort envers Carlos Humberto Guarquez (Fundamaya, Solola) pour activités d'opposition à la mine

8 à 12 mai : Cambriolages et intrusions dans les locaux de différentes organisations, notamment la CNOC (Coordination nationale des organisations paysannes) et HI-JOS (Enfants [de disparus] pour l'identité, la justice et contre l'oubli et le silence), ces deux organisations étant particulièrement actives dans le mouvement de contestation du TLC et de la loi de concessions.

Juin 2005 : menaces envers les personnes participant à la consultation populaire de Sipakapa relative à la mine d'or gérée par l'entreprise Montana : agression d'une dirigeante communautaire, menaces à l'encontre d'un député qui avait participé au processus d'observation de la consultation.

Criminalisation et décrédibilisation

En 2004, deux procédures judiciaires ont été ouvertes contre des militants paysans et écologistes : une contre la Pastorale de la terre de Quezaltenango et San Marcos pour son soutien aux militants paysans dans l'affaire de la Finca Maria Lourdes, une contre la Coordination des Communautés affectées par la centrale hydroélectrique de Chixoy et toute la population de Rabinal suite à une manifestation à l'entrée de la centrale.

Particulièrement inquiétante, l'accusation de terrorisme est lancée par le procureur envers les communautés affectées par le barrage du Chixoy (voir cas du Chixoy, p.49).

En janvier 2005, Carlos Chen Osorio a été arrêté pour avoir participé à une manifestation pacifique demandant réparation des dommages liés à la construction de la centrale hydroélectrique de Chixoy. Il a été accusé de menaces et actions contre les agents du barrage, de vandalisme sur le matériel de la compagnie nationale d'électricité (INDE), et d'activités portant atteinte à la sécurité intérieure de la Nation. À la même période, des mandats d'arrêt ont été émis contre Dominga Vasquez, Alfonso Guarquez (de Cerigua, Solola), Carlos Humberto Guarquez (Fundamaya, Solola), Marcelino Cumatz et Pedro Saloj Poz (Association des maires indigènes). Tous les cinq ont participé aux manifestations visant à empêcher le passage du cylindre vers la mine de San Marcos. S'inquiétant pour la sécurité de ces cinq personnes, le bureau du Procureur des droits de l'Homme du Guatemala a demandé des mesures de protection à la Commission interaméricaine des droits de l'Homme.

En avril 2005, une procédure judiciaire visant des leaders communautaires de Sipakapa (San Marcos) a été ouverte. Des responsables de l'*aldea* de Tres Cruces avaient en effet demandé la tenue d'une consultation populaire au maire de la commune, comme le prévoient la Convention 169 de l'OIT et le Code municipal. Suite à des recours de l'entreprise minière Montana et à une campagne de diffamation envers les leaders indigènes, plusieurs d'entre eux ont été accusés par l'entreprise de menaces de mort et de tentative de lynchage.

On assiste également à une campagne visant à délégitimer le mouvement social. Des déclarations de fonctionnaires qualifient les militants de gauchistes, terroristes, corrompus... Des rumeurs courent sur d'éventuels financements du mouvement social par Fidel Castro ou Hugo Chavez, ravivant les discours anti-communistes des années noires. Dans le journal *El Periodico* du 26 juillet 2004, le vice-président accusait les organisations de défense des droits de l'Homme de déprécier l'image du pays sur le plan international.

Tout aussi inquiétante, la remise en cause de la présence internationale, soupçonnée de manipulation du mouvement social. Plusieurs déclarations du président de la République dénoncent l'infiltration du mouvement social par les ONG internationales. Les ONG internationales et leurs représentants commencent à être la cible d'agressions et d'intimidations.

Absence d'investigation

Cas d'Eloyda Mejia, représentante des Amis du Lac Izabal

Le 18 février 2004, le maire de El Estor et plusieurs propriétaires terriens ont proféré en public des menaces contre Eloyda Mejia. Bien qu'une plainte ait été déposée dès le 20 février, celle-ci est restée sans suite, noyée dans les multiples changements au sein des services du Ministère public chargé de l'enquête. Ce n'est que huit mois après que la Direction des enquêtes criminelles a enquêté sur le cas, sans pour autant rencontrer la victime.

Dans un communiqué de mai 2005, le Procureur des droits de l'Homme a dénoncé la réponse insuffisante de l'État face à ces agressions et intimidations. Il a souligné une absence d'investigation dans la plupart des cas, qui favorise le sentiment d'impunité des auteurs des violations envers les défenseurs des droits de l'Homme.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, force est de constater que l'appareil judiciaire guatémaltèque est devenu plus un instrument de criminalisation des activistes sociaux qu'un moyen de protection des citoyens face à l'injustice sociale.

Réponses / réactions

De la part de l'État guatémaltèque, de graves lacunes se font sentir.

En terme de protection, les mesures préventives qui visent à assurer une présence policière autour des défenseurs sont très insuffisantes. Elles ne sont prononcées que dans très peu de cas et la présence des policiers ne dure généralement que quelques jours. Au niveau judiciaire, on l'a vu plus haut, la plupart des cas de menaces, agressions, cambriolages etc., ne font pas l'objet d'enquête, ou bien souvent sont comptabilisées comme des délits ou des crimes de droit commun et il n'est pas tenu compte du caractère politique des faits. Cela permet aux différentes structures policières et judiciaires de minimiser les atteintes aux droits de l'Homme et à leurs défenseurs dans le pays.

Certes il existe des instances chargées des droits humains, au niveau du gouvernement d'une part (la Commission présidentielle pour les droits de l'Homme, COPREDEH) et au niveau de l'institution judiciaire (procureur en charge des droits de l'Homme, PDH). Mais les fonctionnaires des ces structures sont eux-mêmes sujets à pression, reçoivent des menaces, sont forcés d'abandonner des dossiers, sont mutés... Les moyens dont ils disposent sont en outre faibles et il n'est pas rare de voir des enquêtes piétiner simplement par manque d'enquêteurs et de personnel compétent.

Face à ces manques flagrants, plusieurs mécanismes de vigilance et de protection se sont développés :

L'Unité de protection des défenseurs des droits humains, département du Mouvement national pour les droits de l'Homme, ainsi que d'autres organisations telles que le GAM recensent les attaques envers les défenseurs, les analysent, les publient, permettant ainsi d'une part de les distinguer clairement des actes de droit commun, d'autre part de les porter de façon précise à la connaissance de la communauté internationale.

Des mécanismes internationaux existent également : les projet d'accompagnement international No estas solo, auquel participe le Collectif Guatemala, et celui des Brigades de paix internationales permettent une observation et une protection internationale des défenseurs menacés. Des organisations internationales de défense de l'environnement sont également présentes et leur personnel exerce une vigilance. Cependant ces instruments, qui reposent uniquement sur une poignée d'ONG, ne bénéficient que de moyens extrêmement réduits et très insuffisants.

Ils sont d'autant moins efficaces que la pression diplomatique internationale, en particulier celle de l'Union européenne, qui avait joué un rôle actif dans le renforcement du système judiciaire et dans la lutte contre l'impunité, semble s'être détournée de ces problématiques au profit du développement des liens économiques et commerciaux. Il semble que, passé l'épouvantail représenté par la candidature de l'ancien dictateur Rios Montt, le gouvernement Berger bénéficie d'une côte de sympathie particulièrement forte auprès des chancelleries occidentales. L'ouverture de négociations commerciales (accord d'association 2007-2011) et la perspective de lucratifs contrats dans les domaines énergétiques et miniers y sont sans doute pour quelque chose.



« MARLINGUA »

La Mission des Nations Unies pour le Guatemala (MINUGUA), chargée d'évaluer la mise en œuvre des accords de paix, a quitté le pays en décembre 2004.

Notes de la seconde partie

- 1 L'ensemble des chiffres présentés ci-dessous sont repris de *Explotacion de oro y plata, una veta para la inversion extranjera* », Rossana Gomez, USAC, 27 avril 2005
- 2 Cabrera Jorge, *Dialogo* n°39, FLACSO, Guatemala, mars 2005
- 3 1 dollar = environ 8 quetzales
- 4 Ce silence commence à se fissurer: lors de la 3^{ème} rencontre Méso-américaine (du 2 au 4 décembre 05, les représentants des communautés indigènes de la municipalité de San Miguel ont fortement rejeté le projet dans une déclaration commune
- 5 FLACSO – *Revue Dialogo – Protesta social y recursos naturales en Guatemala* » - Novembre 2005
- 6 Le parallèle avec le travail dans les fincas est encore valide. L'étude de FLACSO, de la MINUGUA et de CONTIERRA sur la terre en pays Ixil est particulièrement instructive : à mesure que se raréfie la terre (spoliation et explosion démographique), l'exil saisonnier devient une nécessité pour 70% des chefs de famille. « les 2 droits de la terre : la question agraire en pays Ixil. » Tome 3 - 2002
- 7 Idem. L'étude montre qu'historiquement, les employeurs ont sciemment créé les débits de boisson afin de devenir créditeurs d'une main d'œuvre désormais totalement dépendante. Les auteurs comparent même la mise au point de ce système d'endettement à une survivance, par d'autres moyens, du travail forcé.
- 8 *Protesta social y recursos naturales*, revista *Dialogo*, n°4, novembre 2005
- 9 III Encuentro Mesoamericano de Pueblos Indígenas, Declaratoria de San Miguel Ixtahuacan, 4 décembre 05. A l'heure où nous imprimons, cette information n'a pu être confirmée
- 10 Entretien publié dans le quotidien *la Prensa Libre* le 28 novembre 2004.
- 11 Document de *Madre Selva* : « L'exploitation minière au Guatemala », 2004
- 12 Sources : rapports de l'Unité des Défenseurs des DH du MNDH/ Action urgente Amnesty International (AMR 34/01/2005)